

FRANCE-FORUM



JUIN 1965. N° 65. 2,50 F

Ces générations qui montent

Oui au dialogue

L'éditorial, ci-après, a été rédigé le 17 mai dernier c'est-à-dire avant les prises de position des Congrès M.R.P. de Vichy et S.F.I.O. de Clichy. Il a été communiqué à la presse et des extraits ont été publiés par Le Monde, Le Figaro, Combat, La Croix, etc. Nous donnons ici le texte dans son intégralité.

France-Forum fait partie du Comité permanent des Clubs dont plusieurs ont exprimé leur accord de principe à l'égard du projet de Fédération démocrate socialiste.

Nous avons dans ces conditions estimé nécessaire de faire connaître notre position par laquelle se traduit le caractère propre de notre Revue qui ne peut être engagée en tant que telle dans les stratégies politiques.

CETTE proposition d'une force neuve, démocratique et socialiste, dont Gaston Defferre vient de prendre l'initiative et la responsabilité, pose, certes, bien des questions de fait et des problèmes de fond pour lesquels nous ne prétendons pas avoir des réponses apaisantes et des solutions définitives. Il se pourrait même que nous ayons, les uns et les autres, des objections et des résistances touchant les circonstances, le contenu ou les conséquences d'un propos qui n'est pas sans bouleverser, dès lors qu'il est pris au sérieux, toutes les positions établies. De telles inquiétudes sont saines et légitimes. Elles n'empêchent pas que la proposition de Gaston Defferre ne soit un événement politique d'importance majeure, un acte de courage civique et surtout une contribution positive à cette édification d'une France démocratique qui ne doit pas commencer demain ou après-demain dans un avenir trop facile à colorier imaginativement, mais aujourd'hui même parmi les embarras et les complications du présent.

Les citoyens actifs de ce pays, dans le gaullisme, dans les oppositions au régime ou au gouvernement, dans cette part de l'opinion éclairée qui est si souvent incertaine entre le gaullisme et l'opposition, tous se savent directement concernés par la proposition de Gaston Defferre dont chacun sent qu'elle apporte une promesse de novation pour notre vie politique. Le nombre et le ton des commentaires qu'il a appelés, l'effervescence qu'il a soulevé de craintes parfois paniques et d'espoirs souvent ardents, ce remous dit assez l'importance de l'événement. Nul ne peut savoir si la proposition aboutira : mais son succès ou son échec comptera dans l'histoire de la République. La prise de position de Gaston Defferre est en train de réanimer une vie politique plus ensommeillée que morte.

Reste le problème de fond. La convergence, qui serait au principe du lien fédérateur, entre l'exigence démocratique et le projet socialiste, suscite bien des interrogations de

caractère doctrinal et qu'on ne saurait peut-être pleinement trancher par l'action tant qu'elles n'auront pas été dénouées, une bonne fois par la pensée. Une planification intégrale et autoritaire du tout de l'existence sociale serait trop évidemment incompatible avec les valeurs démocratiques. La part de socialisme que tolère ou qu'appelle une société industrielle moderne pourrait relever de critères à la fois techniques et moraux qui sont situés en deça ou au-delà du socialisme et qui sont justiciables en fin de compte de l'exigence démocratique. Si bien que l'idée démocratique parce qu'elle déborde, juge, détermine le projet socialiste, devrait être le vrai lien fédérateur d'un rassemblement à venir.

En outre, la novation proposée par Gaston Defferre n'est pas entièrement neuve, car elle s'inscrit au dedans d'un renouvellement des mœurs et de la pensée politique déjà entrepris par d'autres. Elle a été précédée par le travail de réflexion et de confrontation accompli dans les clubs ; par l'initiative du M.R.P. qui, dans son Congrès de La Baule, en 1963, avait audacieusement proclamé sa résolution de s'effacer, le moment opportun, au bénéfice d'une plus vaste force démocratique ; par le « Comité des Démocrates » qui est déjà une esquisse en pointillé d'un « parti démocrate » répondant partiellement au vœu du Congrès de La Baule et dont certains objectifs coïncident assez littéralement avec ceux de cette « Fédération démocrate-socialiste » sur laquelle doit se prononcer, à la diligence de Gaston Defferre, le prochain Congrès de la S.F.I.O. Cette proposition signifie que le dégel commencé ailleurs gagne maintenant des banquises jusqu'ici inentamées.

Devant tant d'invitations au dépassement et à l'ouverture, la parole est aux partis et aux organisations pour lesquels l'engagement est ou vocation ou problème. « France-Forum » n'a pas à préconiser telle ou telle formule d'action. L'option dernière appartient aux militants de la politique qui vont en débattre librement. Nous ne saurions toutefois rester neutres dans une conjoncture où il y va de l'avenir de la France. Si, cahier après cahier, nous faisons du dialogue doctrine et pratique, ce n'est pas par complaisance dans la controverse académique ; par le dialogue, les volontés qui veulent si souvent les mêmes choses de part et d'autre de frontières artificielles ont la chance de se reconnaître et de se préparer aux convergences de l'action. La proposition de Gaston Defferre relance, prolonge, élargit ce dialogue entre les démocrates de mouvement et de progrès. Nous persistons, et cette obstination est notre raison d'être, à dire oui au dialogue. Par-delà les vicissitudes attendues ou insolites de l'action politique, nous estimons essentiel que « France-Forum » conserve le visage qui lui est propre et demeure une structure incontestée de dialogue où s'amorcent les convergences, où se confrontent les divergences, où se substituent aux fausses querelles les vraies interrogations, où s'apaisent dans la loyauté du débat les passions et les partialités du combat.

Etienne BORNE - Henri BOURBON.

17 mai 1965.

FRANCE

FORUM

SOMMAIRE

N° 65 - JUIN 1965 - 2 F 50

COMITE DE DIRECTION :

Etienne Borne, Henri Bourbon
68, rue de Rennes - Paris (VI^e)

C.C.P. Paris 14-788-84 — Tél.: LIT. 68-93

Prix de vente au numéro 2 F 50

Abonnement : 8 numéros par an. 20 F

Abonnement de soutien 25 F

EDITORIAL

OUI au dialogue,

PAR ETIENNE BORNE ET HENRI BOURBON

AU FORUM

Les générations montantes devant l'avenir français,

AVEC PIERRE AVRIL, JACQUES POMONTI, JEROME ROCQUEMONT, JEAN-MICHEL ROYER

QUESTIONS D'AUJOURD'HUI

Le yogi et le cosmonaute,

PAR RENE PASCAL

ETUDE

Hitler, cet inconnu,

PAR JEAN-MARIE DOMENACH

PROBLEME

Lettre d'un sociologue,

PAR MICHEL CROZIER

LITTERATURE

Du bonheur de Barbezieux à l'ordre de Cordouan,

PAR PHILIPPE SENART

CINEMA

« La 317^e Section »,

PAR HENRI BOURBON

NOTES DE LECTURE

La Société française 1789-1960,

DE GEORGES DUPEUX, PAR JANINE MOSSUZ

Histoire politique et idéologique de la C.F.T.C., de 1940 à 1958,

DE GERARD ADAM, PAR HENRI BOURBON

PROPOS DU TEMPS

Les Réformateurs,

PAR ETIENNE BORNE.....

CES GÉNÉRATIONS QUI MONTENT

• Notre précédent Forum était consacré à l'analyse prospective de la situation politique française. Poursuivant notre recherche sur ce thème, nous avons demandé à Pierre Avril, ancien président des Etudiants radicaux, ancien rédacteur en chef des Cahiers de la République, à Jérôme Rocquemont, pseudonyme d'un de nos collaborateurs qui milite pour un regroupement centriste et qui, entre autres responsabilités, est maître de conférences à l'Institut d'Etudes Politiques de Paris, à Jacques Pomonti, secrétaire général du Club Jean Moulin, à Jean-Michel Royer, rédacteur en chef de l'hebdomadaire gaulliste Notre République, d'exposer ici leurs sentiments sur la manière dont ils se représentent l'avenir politique de la France.

La confrontation de leurs textes a d'autant plus d'intérêt que les uns et les autres appartiennent à une génération qui n'a pas encore atteint trente-cinq ans et que leur pensée d'aujourd'hui pourrait dessiner leur action de demain.

PERMANENCE DES GRANDS COURANTS

PAR PIERRE AVRIL

JE voudrais, pour commencer, dire mon embarras devant la démarche rationalisante et déterministe qui a été adoptée par les participants au dernier

Forum de la revue consacré aux courants politiques dans la France de demain. Entre Joseph Fontanet, Georges Lavau, Serge Mallet, un accord s'est établi, par-delà les divergences, pour prévoir des transformations et une simplification de la vie politique française au cours des prochaines années, transformations et simplification qui se traduiraient notamment par une réduction sensible du nombre des partis : un parti conservateur moderne, un parti démocrate groupant le centre et la gauche non collectiviste (thèse Fontanet) ou un parti de la gauche socialiste, rejetant le centre vers la droite (thèse Lavau-Mallet), un parti communiste.

Cette démarche rationalisante et déterministe s'exprime aussi par le propos de Serge Mallet qui affirme, par exemple, que la V^e République est l'expression politique du néo-capitalisme français. Bien d'autres modèles politiques n'étaient-ils pas concevables pour ré-

pondre aux exigences du néo-capitalisme (si tant est qu'il en ait formulé d'intelligibles ?). L'explication par ce que Tocqueville appelait le « système exagéré des causes générales » présente, en effet, l'inconvénient de laisser tomber ce qu'une réalité donnée comporte de singulier alors que ce qui nous importe, ce n'est pas tant le néo-capitalisme, dans la mesure où il « détermine » dix variétés de régimes politiques différents, que ce régime particulier qu'est le gaullisme — et ses lendemains.

Les conditions dans lesquelles la V^e République, précisément, est apparue, me semblent présenter une illustration de la nature des phénomènes politiques, qui est d'autant plus saisissante que la crise fut brève et circonscrite. Dans son admirable essai *De la politique pure*, Bertrand de Jouvenel a recours à Shakespeare pour montrer le caractère mystérieux du pouvoir : « Une voix mettait les hommes en mouvement, remarque-t-il, elle a perdu sa force et c'est une autre que l'on écoute... » Entre Richard II se retrouvant seul avec Salisbury après que ses soldats eurent rallié Boling-

broke, et M. Jules Moch isolé place Beauvau avec le planton du ministère au mois de mai 1958, tandis que les préfets, déjà, se tournent vers le successeur, on hésite pour savoir ce qui, de la réalité ou de la fiction dramatique, offre l'exemple le plus éloquent de la politique ramenée à ses éléments spécifiques.

Naturellement, il n'y a pas que des moments de crise : il faut vivre, c'est-à-dire gérer, administrer, et dès lors un secteur immense de la vie sociale échappe aux délibérations politiques, simplement parce que les conflits qui s'y produisent se résolvent à d'autres niveaux et que les décisions qui s'y prennent ne suscitent pas de problèmes présentant pour les acteurs un caractère politique. Pareille situation exprime une sorte de « vie végétative » de la société analogue aux fonctions biologiques qui s'accomplissent sans l'intervention de notre conscience. Elle ne dévoile pas une « illusion politique » pour reprendre le titre d'un récent ouvrage de M. Jacques Ellul, mais elle révélerait plutôt l'illusion de M. Ellul quant à la politique. Celle-ci n'est pas le siège d'un commandement, analogue à celui d'une armée ou à la direction d'une entreprise, elle est comme le lieu géométrique où aboutissent, en vertu des procédures d'évocation et d'arbitrage qui constituent précisément le système politique, les problèmes qui n'ont pu recevoir de solutions aux niveaux inférieurs. Le pouvoir qui s'y exerce est, certes, d'une nature particulière, mais il est fondé sur le consentement de ces échelons inférieurs.

Il n'est évidemment pas plus conforme à la santé politique que toutes les décisions importantes empruntent ce cheminement contentieux, qu'il ne serait conforme à la santé nerveuse d'un individu que les battements de son cœur ou les mouvements de son estomac soient contrôlés par sa volonté.

La vie politique d'une nation n'est pas seulement déterminée par l'environnement socio-économique, ni même définie par les seules institutions formelles. Elle est l'expression d'une société dans sa profondeur, sa diversité et sa durée ; elle relève d'une « mémoire » et se trouve affectée par un héritage aussi complexe que l'héritage littéraire ou esthétique. Bref, les phénomènes politiques peuvent être plus aisément perçus en termes culturels qu'en termes d'organisation rationnelle, comme le démontre la persistance de certains courants dont la disparition est périodiquement annoncée sous le prétexte qu'ils ne correspondent plus à la réalité présente (1).

Définissant la Psychée politique française dans un stimulant ouvrage (2), Pierre Fougeyrollas a retrouvé, à travers les résultats des sondages, les cinq courants principaux qui expriment nos manières d'être nationales devant la politique : le communisme, la social-démocratie, le radicalisme, la démocratie chrétienne et le courant modéré. A ces cinq « consciences » s'ajoute

(1) Les illusions les plus frappantes se sont révélées à propos du radicalisme dont Francis de Pressense annonçait la mort en... 1901, au moment même où le parti radical se constituait. Depuis, sa disparition a été décrétée péremptoirement à vingt reprises. (Cf. Jacques Kayser, **Les grandes batailles du radicalisme**, Paris 1961).

(2) **La conscience politique dans la France contemporaine**, dont nous avons rendu compte dans le numéro de « France-Forum » d'octobre 1964.

naturellement le gaullisme, dont la conjoncture a gonflé l'importance, sans que l'on puisse dire s'il s'agit d'un phénomène durable en tant que manifestation d'une sensibilité typique. On en voit le centre, non la circonférence...

Cela ne signifie nullement que les transformations si considérables que connaît, dans tous les domaines, la société française soient sans effets. Mais pour apprécier leur impact politique, il convenait de marquer fortement que celui-ci ne s'applique pas à une table rase et que les facteurs de changements n'ont pas simplement à vaincre des inerties : il leur faut se combiner avec les données de la mémoire politique pour définir un système qui n'est jamais *totale*ment nouveau. La nécessité de cet amalgame me paraît d'autant plus évidente que le mouvement de notre société politique traduit depuis 1945 une inquiétante tendance à « l'entropie », c'est-à-dire à la désorganisation et au chaos (3). René Rémond a mis en lumière l'apparition, après la guerre, d'une masse flottante d'électeurs dont on peut prévoir qu'elle ira en augmentant sous l'effet de l'urbanisation, de l'uniformisation culturelle de la société de consommation et, aussi, en raison des assauts répétés contre les « intermédiaires » et les « partis de jadis ».

Cette masse flottante, dont l'importance actuelle ne doit pas être exagérée, est de l'ordre de 10 à 15 % des suffrages. De 1958 à 1962, par exemple, l'U.N.R. est passé de 17,5 % à 31,9 % (au premier tour), soit un

(3) Le terme d'entropie est emprunté à Norbert Wiener. Cf. **Cybernétique et société**.

CES GÉNÉRATIONS QUI MONTENT

gain de 14,4 % correspondant exactement aux pertes du M.R.P., des modérés, de l'extrême-droite et du centre républicain. Mais parallèlement à ce phénomène, on a constaté ce que René Rémond a appelé, dans « les Cahiers » de *France-Forum*, mars 1963, « une lente érosion » de la gauche, celle-ci ayant perdu globalement 12 % des suffrages entre 1956 et 1962, tandis que le pourcentage d'abstentions augmentait de 13 %, soit près de trois millions d'électeurs, entre ces deux dates. Dans quelle mesure des transferts de la gauche vers la droite se combinent avec la redistribution des voix au sein de cette dernière et avec l'accroissement des abstentions, nous n'en savons rien. René Rémond a émis l'hypothèse que ces phénomènes manifestent l'affaiblissement du clivage droite-gauche, c'est-à-dire selon nous, qu'ils relèvent de l'entropie.

Toute conjecture sur l'avenir des courants politiques doit par conséquent tenir compte de ces deux éléments que nous appellerons « mémoire » et « entropie » : dans quelle mesure le nivellement va-t-il anéantir les différenciations ? Dans quelle mesure les courants politiques vont-ils réagir à des « agressions » ? Il me paraît peu vraisemblable, en tout cas, que la société industrielle puisse, en tant que telle, susciter l'apparition de courants véritablement nouveaux. N'est-il pas significatif que les pays dans lesquels les événements ont fait table rase, comme l'Allemagne et l'Italie, aient reconstruit une vie publique à partir de la social-démocratie, de la démocratie chrétienne, etc. ? L'apparition de la démocratie chrétienne en Europe au lendemain de la guerre peut difficilement être considérée comme celle d'un courant nouveau : elle était l'aboutissement des efforts déployés depuis plus d'un demi-siècle pour adapter la société catholique à la démocratie.

N'est-il pas non plus significatif que les tentatives de modernisation n'aient jamais pris corps que dans la mesure où elles s'adossaient à une tradition ? Le mondésisme, par exemple, s'est dilué après sa rupture avec le radicalisme et les thèmes qu'il avait portés se sont diffusés ensuite à travers les groupes.

Cela dit, tout le monde convient de la nécessité d'une simplification. Mais il en existe au moins deux schémas alternatifs :

— l'un qui, répondant à une pente spontanée de nos sociétés, oppose le centrisme aux extrêmes et se fonde sur les exigences fonctionnelles du gouvernement (4) ;

— l'autre qui repose sur une évolution vers le bipartisme, répondant lui aussi aux mécanismes majoritaires.

Il est clair que si ces deux schémas jouent concurrentement, ils ne conduisent pas à la simplification que les participants au précédent débat de *France-Forum* s'accordaient pour prévoir.

Le souci de rationaliser la vie publique se heurte en effet à l'impossibilité de sélectionner des clivages significatifs et généraux, tant au niveau global qu'à celui des cas individuels : quelle batterie de tests parviendra à classer un homme dans un camp ou dans un autre ? Contre toute tentative de classification, on peut invoquer des cas particuliers qui ruinent le critère retenu, puisqu'il existe des socialistes réactionnaires et des indépendants progressistes... D'autre part, une redistribu-

tion générale des hommes en fonction des problèmes actuels qui aboutirait à tenir pour nulle l'existence de familles politiques aussi typiques que les socialistes, les démocrates chrétiens, les indépendants pourrait-elle sérieusement être présentée comme une « clarification » ?

On a bien tenté de rajeunir les clivages, mais les critères proposés ne sont ni généraux ni dépourvus d'ambiguïté. Ils sont parfois un peu superficiels : la distinction des « Anciens » et des « Modernes », par exemple, présente un caractère « fondant » puisque les « Modernes » d'aujourd'hui sont condamnés à être les « Anciens » de demain, et l'opposition de génération apparaît trop fugace, même si elle rencontre un indéniable écho, pour constituer une clef de répartition.

Dans sa formulation plus élaborée et moins superficielle cette démarche conjoncturelle oppose « réformateurs » et « conservateurs » et paraît ainsi se greffer sur une tradition classique. Elle peut même revendiquer le parrainage d'André Siegfried. Mais qui ne voit que le changement devient la loi de plus en plus reconnue de nos sociétés et que les résistances qui fondaient autrefois le parti de l'ordre ont été soumises à de telles pressions qu'hormis quelques poujadistes, tout le monde se proclame désormais réformateur ? Bien plus, une droite moderniste, favorable à l'américanisation rapide de notre société pourrait dénoncer dans les scrupules de la gauche les vestiges d'une mentalité archaïque et petite-bourgeoise. Le « mouvement » a cessé d'être un critère dès lors que ce qui est en cause n'est pas le changement en soi, mais un contenu qui se révèle ambigu.

Les facteurs retenus jusqu'à présent laissent, semble-t-il, à l'écart l'élément constitutif des choix politiques. La politique ne concerne pas seulement la gestion rationnelle, elle n'est pas réductible à une administration apaisée et sereine car elle relève de la volonté et du caractère. Nul critère « scientifique » ne me paraît à ce jour avoir remplacé le test d'Alain : « Celui qui estime que la droite et la gauche n'existent pas, disait-il, celui-là est un homme de droite. » « La raison toute seule ne remue rien », ajoutait Alain. Les clivages se font, en définitive, sur les partis-pris d'une minorité plus consciente qui donne une forme aux conflits et unifie ce qui ne serait, réduit aux seuls éléments objectifs, qu'un enchevêtrement inintelligible de discussions techniques. Les débats à l'intérieur des clubs illustrent les limites d'une objectivité qui ne débouche pas sur une décision, c'est-à-dire sur une manifestation de volonté.

La clef de voûte de toute restructuration politique est probablement ce parti pris initial qui oppose les hommes qui en reconnaissent la signification et ceux qui la récuse. Il faut évidemment relier ensuite ce mouvement d'humeur au contenu de la politique à faire, aux articles d'un programme, etc. (lesquels ne concordent malheureusement pas toujours avec la logique de l'intuition originelle...). Mais mon propos n'est pas ici de définir une cohérence idéale ni de donner des conseils. En partant de l'observation, j'ai simplement voulu souligner l'existence d'une solidarité que confirme, par exemple, le second tour de la plupart des élections. L'attitude à l'égard du parti communiste, si détestable ce critère puisse-t-il apparaître, manifeste la présence d'un sens dans la circulation des idées et des convictions. Il y a comme une ligne de partage

(4) « La tendance spontanée de nos sociétés est au centre » écrit, par exemple, *Citoyens* 60 dans sa dernière lettre.

des eaux qui détermine une géologie de la vie publique et, certes, ceux qui sont tout près de la ligne de crête se sentent plus proches les uns des autres qu'ils ne le sont de la vallée, mais leur pente est néanmoins de sens contraire.

La simplification souhaitée ne saurait donc être aussi absolue qu'on l'a envisagée. Il est acquis, semble-t-il, que la démocratie de masses appelle des choix présentant un caractère national et se ramenant à des notions simples. Toutes les contraintes institutionnelles qui favorisent cette simplification-là peuvent être présumées heureuses; c'est d'ailleurs parce que le foisonnement des clivages, variables selon les régions et les tendances, rendait désormais insuffisante la simplification du scrutin majoritaire législatif que le principe de la consultation nationale assurée par l'élection présidentielle a recueilli, en dépit de son contexte, une adhésion aussi large. Implique-t-elle un bipartisme rigoureux, ou, plus exactement l'existence d'un parti majoritaire destiné à soutenir le Président? Oui, sans doute, dans le système actuel, en raison des éléments de régime parlementaire qu'il conserve. Non, dans l'hypothèse d'un régime présidentiel puisque celui-ci, comme l'a écrit François Goguel « rend théoriquement inutile l'existence d'une majorité cohérente à l'Assemblée nationale » (5). Le régime américain, en dépit d'un bipartisme de façade, fonctionne, en effet, suivant le principe de la bascule et des majorités alternatives. C'est dire que les contraintes institutionnelles favorables à la simplification jouent différemment, dans le cadre de l'élection présidentielle, suivant le type du régime.

A ce premier assouplissement apporté à la thèse majoritaire absolue s'en ajoute un second, que suggère l'observation des deux plus récentes consultations survenues en Europe occidentale.

En Grande-Bretagne, le vote de trois millions d'électeurs libéraux a traduit le refus du cadre bipartisan trop rigide et, en particulier, le refus des classes moyennes de considérer le socialisme (même atténué) comme la seule alternative au conservatisme (même éclairé parfois). Le programme du parti libéral, nationalisations mises à part, n'était pas très éloigné de celui du Labour dont seule la référence socialiste a éloigné

(5) « L'avenir des institutions politiques françaises ». Bulletin SEDEIS, avril 1965. Cet argument, notons-le, a été celui des partisans du régime présidentiel en France, notamment MM. Vedel et Duverger.

les nouvelles classes moyennes. Nous ne nous trouvons donc pas ici en présence d'un phénomène de survivance historique mais au contraire de ce qu'on pourrait appeler « un fait porteur d'avenir ». Même s'il doit rester sans lendemain en Grande-Bretagne, le « boom » libéral a valeur d'avertissement, singulièrement pour un pays comme le nôtre où la présence d'un fort parti communiste empêche le parti socialiste de remettre en cause ses fondements doctrinaux (le poids des traditions avait d'ailleurs failli être fatal naguère à M. Gaitskell lorsqu'il voulut abandonner la référence aux nationalisations : ces inerties sociologiques sont considérablement aggravées en France par la concurrence d'un parti communiste aux aguets de toute « révision »).

La récente défaite des deux partis de la coalition gouvernementale en Belgique, chrétien-social et socialiste, au profit, là encore, des libéraux (mais de libéraux moins progressistes que les Anglais) et du parti communiste, offre un thème de réflexion voisin. Il ressort de ces exemples que les sociétés industrielles allant vers une complexité croissante dans leur organisation s'accrochent mal d'un système de partis trop simpliste. Celui-ci doit certes être mieux structuré que le nôtre, mais il doit aussi présenter une diversification et une flexibilité plus grandes que le bipartisme des professeurs. A défaut de cette flexibilité, l'innovation qui est tout aussi importante que les caractères de masse pour définir les traits dominants des sociétés industrielles, risque de se trouver bloquée au niveau politique par un conformisme généralisé. Il existe des « adhérences » sociologiques qui sont autant de contraintes pour les partis, car à en méconnaître la vigueur, ils perdent plus sur leurs clientèles propres qu'ils ne gagnent sur les couches voisines, si bien que les percées ne peuvent s'opérer qu'en prenant appui sur des courants numériquement marginaux (les nouvelles classes moyennes par exemple), sans remettre en cause la distribution générale des forces politiques. L'inconvénient majeur d'un bipartisme rigide est qu'il est conduit par ses servitudes propres à accumuler les conformismes : celui des militants et celui des électeurs du « Marais » que l'on veut gagner. Hantés par le spectre de la IV^e République, nous risquons de poursuivre un objectif exclusivement quantitatif au moment où notre société appelle un régime politique plus « ouvert » et plus flexible.

Pierre AVRIL.

L'union des réformateurs condition du progrès

PAR JEROME ROCQUEMONT

L'IDEE de majorité est en France une idée neuve. Il y a peu d'années encore, la majorité n'était guère qu'un résultat arithmétique contingent, ou une coalition d'intérêts révocable à tout moment. Aujourd'hui la majorité n'est plus regardée comme une résultante mais comme une vocation. On a enfin compris que, quel que soit le modèle constitutionnel, seule l'existence d'une majorité cohérente garantit que l'au-

torité de l'Etat, nécessaire à la conduite de toute politique, qu'elle soit de résistance ou de mouvement, s'exercera pleinement, dans une ambiance démocratique, faite de contestation et de responsabilité.

L'avenir politique de la France paraît commandé par le jeu de cette idée nouvelle de vocation majoritaire.

Il est constant qu'en raison du pluralisme fondamental du pays, hérité d'un passé souvent encombrant mais

L'AVENIR FRANÇAIS

irrécusable, aucune tendance préexistante n'est assurée d'être, par elle-même, majoritaire.

La vocation majoritaire passe donc nécessairement par le rapprochement de forces politiques voisines. Ce rapprochement doit avoir sur le plan électoral un double effet d'addition et de multiplication, ou si l'on préfère, de masse et de rayonnement : des forces regroupées doivent d'une part totaliser leurs voix habituelles et, en outre, attirer à elles des suffrages nouveaux.

Dans la voie du rapprochement, tout le monde ne marche pas au même rythme. Il faut bien voir que, pour la droite, la vocation majoritaire n'est pas un projet, mais un acquis, depuis 1962. Plus unie et plus cohérente qu'elle ne l'a jamais été, la droite est majoritaire et elle est au pouvoir. Elle a même le front de penser qu'elle y restera. On peut juger ce regroupement artificiel, équivoque, destiné à se désintégrer dans l'après-gaullisme ; mais tel est le sort de toute opération de ce genre dans ses débuts. La consolidation n'est qu'une phase ultérieure de tout regroupement.

Le problème de la redistribution des forces politiques n'est donc pas académique. La question est de savoir si la droite sera ou non expulsée de sa situation majoritaire. La compétition qui s'annonce n'est pas une joute courtoise et mouchetée, une course symbolique. Elle est un assaut. Dans ce jeu de forces, l'unité de mesure est le million de voix.

Toute l'opposition n'aborde pas le problème dans cet esprit. On a le sentiment que tous ceux qui s'opposent à la majorité nationaliste et conservatrice ne cherchent pas vraiment à la chasser du pouvoir.

Tout en la créditant de ses deux millions de voix possibles, on reconnaîtra que l'extrême-droite mène contre la majorité un combat qu'on peut raisonnablement juger sans espoir.

Mais à gauche, beaucoup font de l'opposition un témoignage de pureté idéologique ou de patience révolutionnaire plutôt qu'une compétition pour le pouvoir. Une partie de la gauche intellectuelle refuse plus ou moins consciemment la conquête du pouvoir, soit parce que le but suprême lui paraît être de préserver sa pureté idéologique des servitudes souvent salissantes du pouvoir, soit que, par une sorte de dérèglement de l'esprit que je m'étonne de ne pas voir plus souvent dénoncé, elle se persuade que ce régime dont elle accuse l'asservissement capitaliste et bourgeois fait la politique étrangère de la gauche : c'est croire que la droite au pouvoir rend à la gauche les mêmes services que lui rend habituellement cette dernière quand elle gouverne. Quant aux communistes qui se savent minoritaires en France, jusqu'à nouvel ordre, ils continuent à préférer à un régime réformateur d'inspiration socialisante un régime ouvertement capitaliste et réactionnaire qui entretient le mécontentement dont ils se nourrissent.

C'est donc une partie seulement de l'opposition qui est résolue à mener actuellement contre la majorité un combat dont l'enjeu est le pouvoir. Toute la question est de savoir si cette opposition médiane peut, et à quelles conditions, devenir majoritaire.

Que représente-t-elle ? Sur le plan strictement politique on trouve les partis socialiste et radical, le M.R.P. et des éléments modérés rejetés vers le centre par la coagulation gaulliste de la droite ; sur un plan moins

traditionnel, certains clubs et une partie des forces syndicales ; enfin, sur le plan de l'opinion la grande masse des électeurs qui refusent ou sont en voie de refuser les grandes options politiques globales que sont l'extrémiste de droite, le marxisme révolutionnaire et le gaullisme.

Isolées, désunies, ou regroupées sous la forme d'un cartel négatif ou d'une alliance purement électorale, ces forces ne peuvent prétendre arithmétiquement recueillir la majorité. Mais par le double effet précédemment évoqué de masse et de rayonnement, un regroupement en profondeur n'est-il pas de nature à leur conférer une vocation majoritaire ?

Pour répondre, on doit d'abord se demander si ces forces sont placées sous l'effet d'un courant centrifuge ou centripète. En d'autres termes, ont-elles vocation à s'unir entre elles ou à rechercher des alliances externes ? A cet égard, deux hypothèses doivent être considérées : l'attraction gaulliste et l'attraction communiste.

L'attraction gaulliste sur les voix et sur les forces de cette opposition médiane nous paraît avoir atteint son point le plus fort entre 1958 et 1962. Depuis, la rupture est consommée et, semble-t-il, irréversible au niveau des appareils. Et au niveau des électeurs, si un courant doit se produire, ce sera plutôt au détriment de la majorité actuelle. Sur tous les plans de politique intérieure ou extérieure, en tout cas, l'attraction gaulliste est désormais nulle ou s'est transformée en répulsion.

L'attraction communiste sur une autre partie de cette opposition médiane paraît également d'un effet négligeable. Elle représente une tentation permanente pour une partie influente mais numériquement réduite de la gauche traditionnelle. Mais chacun sait que l'unité d'action avec le parti communiste est une aventure dont on n'est jamais assuré de sortir vivant ; et arithmétiquement, elle ne donne pas aujourd'hui une vocation majoritaire.

On peut donc admettre que l'opposition que nous appelons médiane et dont nous avons plus haut recensé les composantes est soumise à une attraction centripète plutôt que centrifuge. Mais, là encore, une distinction s'impose.

Au niveau, non seulement des appareils, mais des idées et des tempéraments, nous nous trouvons en présence de deux réalités : la gauche et le centre. L'une et l'autre cherchent, depuis quelque temps, à s'organiser pour leur propre compte, à revêtir une forme nouvelle : l'expérience DEFFERRE et celle du Comité des Démocrates en sont les témoignages. Il était inévitable que l'un et l'autre se rencontrent. Ni la gauche, ni le Centre, pris isolément, n'ont une vocation majoritaire évidente. La question est, en définitive, de savoir s'ils peuvent l'acquérir par intégration ou par alliance. Selon qu'ils y parviennent ou non, on peut avancer que la France est assurée de vingt ans de démocratie réformatrice ou de post-gaullisme conservateur.

C'est ici qu'il nous faut aborder de front le vrai problème : le regroupement du Centre et de la Gauche est-il une opération contre nature ou, tout au contraire, une sorte de nécessité biologique ?

Pour répondre, il est indispensable de réfléchir aussi sereinement que possible sur cette notion de centre.

Le manichéisme permanent de la droite et de la gauche est troublé par cet intrus qu'est le centre. Beaucoup pensent qu'il est objectivement, dans l'aire politique, une ligne plutôt qu'une surface et, dans la société politique, un tempérament plutôt qu'une force. Dans la polémique, le centre est, pour la gauche, un camouflage de la droite, et inversement, une manière de purgatoire des hommes de droite qui virent à gauche ou l'alibi des hommes de gauche qui glissent à droite.

Il est bien certain que dans cette géométrie politique à deux dimensions, le centre ne peut avoir que l'épaisseur déterminante mais infime d'une frontière. Et si un parti a le malheur de se situer là, les géomètres se font fort de prévoir sa rupture nécessaire ou, plus simplement, de nier son droit à l'existence ; on se souvient à cet égard de la fulmination de Guy Mollet contre le M.R.P., ce parti « qui ne devrait pas exister ».

Le malheur est qu'une telle géométrie est moins un fait de nature qu'une construction de l'esprit, et qu'elle exprime cette maladie de l'esprit politique français qui est le latéralisme.

Le latéralisme est ce souci qu'ont les citoyens qui se mêlent de politique de se définir moins par rapport à eux-mêmes ou à leurs idées que par rapport aux voisins. L'essentiel n'est pas d'être ceci ou cela, d'avoir tel ou tel programme, mais d'être plus à gauche ou moins à droite que les autres. D'où les mots célèbres et toujours actuels : « pas d'ennemi à gauche », « les communistes ne sont pas à gauche mais à l'est », « entre les communistes et nous, il n'y aura que le néant » « un républicain de gauche est un homme du Centre que le malheur des temps oblige à siéger à droite »... De telles classifications finissent par stériliser l'esprit public ; fondées sur des critères historiques et souvent plus sentimentaux qu'idéologiques, elles tendent à figer l'évolution et à donner aux familles politiques une mentalité d'ostracisme rétrograde. Ce n'est assurément pas l'état d'esprit d'une rénovation politique. Il maintient notamment la S.F.I.O. dans cette mentalité égocentrique, triomphaliste et orgueilleuse qui la fait ressembler si fort à l'Eglise de Pie IX, ouverte aux conversions mais fermée au dialogue.

Je ne nierai pas qu'il existe dans la tradition française, un tempérament de droite et un tempérament de gauche. J'admets que dans l'histoire il y a l'attitude de la résistance et celle du mouvement et qu'il faut choisir, étant embarqués. Mais je voudrais que l'on passe à une géométrie à trois ou quatre dimensions.

En réalité dans notre société complexe, la résistance et le mouvement se décomposent l'une et l'autre en deux attitudes très différentes.

Il existe deux attitudes de résistance : c'est la réaction et le conservatisme éclairé. La réaction, il n'est pas besoin de la définir ; cette attitude permanente se renouvelle d'époque en époque ; elle se durcit et se fige à mesure que les transformations du monde deviennent plus nécessaires et plus profondes. Les sédimentations successives du maurrassisme, du fascisme et de l'intégrisme lui donnent un contenu touffu et peu cohérent. Mais la réaction se modernise au moins par les techniques de propagande qu'elle utilise et par lesquelles elle tend à se transformer en un mouvement de masse. Il lui arrive même d'être habile et de chercher

à se dissimuler sous des apparences modérées qui, à la vérité, ne trompent personne.

Le conservatisme éclairé est une autre attitude de résistance. Il faut à cet égard mettre les choses au point. Une partie de la droite a décidé « d'épouser son siècle » et de formuler une politique de gestion qui ne se borne pas à entretenir un patrimoine de valeurs et de droits acquis mais vise, selon les meilleurs principes de l'éthique bourgeoise, à les faire prospérer en les adaptant. Cette attitude est fondée sur une distinction fondamentale entre l'essentiel qu'il faut défendre coûte que coûte, et le contingent qu'on peut risquer et réviser. La politique étrangère, économique et sociale du giscard-gaullisme est la parfaite illustration de cette attitude habile, qui accepte d'autant mieux l'Europe, le plan, l'intervention de l'Etat, les droits du travail qu'elle consacre tous ses talents à sauvegarder à tout prix les valeurs essentielles que sont, pour les intéressés, la nation, le profit, le droit sacré du capital.

Face à cette double attitude de la résistance, il existe une double attitude du mouvement.

La première est celle des révolutionnaires, des marxistes pour parler clair. A notre époque réaliste et brutale, il est permis d'interpeller brutalement ceux qui se réclament du marxisme. Cette doctrine est suffisamment connue, et suffisamment incarnée dans au moins trois expériences aussi nettes et aussi différentes que celles de l'URSS, de la Yougoslavie et de la Chine pour qu'on puisse exiger des marxistes une mentalité conséquente. Le marxisme c'est l'appropriation collective des moyens de production ; face à un capitalisme qui, quoi qu'on dise, s'est régénéré, le marxisme ne peut se réaliser que par la révolution ; il ne s'accommode d'aucune concession ; il est un bloc ; il détermine une attitude philosophique, morale et politique à caractère global, et cohérent. On peut avoir du respect pour ceux qui l'assument à condition qu'ils le fassent dans la clarté. Les marxistes de la parole, de l'Internationale de fin de congrès, les marxistes d'intention pour qui la révolution n'est qu'une vision rafraichissante mais théorique sont des catégories interlopes dont le bavardage incessant et compliqué irrite les vrais marxistes et désorientent trop d'esprits, notamment jeunes, en quête d'une certitude de pensée et d'action.

Débarassée de cette cohorte trouble et, à la vérité, marginale, l'attitude révolutionnaire apparaît dans sa clarté comme une vision radicale de mouvement. Mais, en même temps, elle fait bien voir qu'il existe une autre vision du mouvement, celle des réformateurs.

Entre les conservateurs et les révolutionnaires, les démocrates réformateurs sont ceux qui acceptent de pousser très loin la remise en cause des situations et des habitudes, sans pour autant admettre l'éthique de la violence et la justice du bouleversement. Attitude difficile, comme toutes les positions intermédiaires, le réformisme contient bien des dangers : celui de la nostalgie verbale ou sentimentale d'un esprit révolutionnaire abandonné, ou celui de l'embourgeoisement ; et pourtant le réformisme a plusieurs terrains d'élection : la construction européenne est la plus riche ; remise en cause des structures nationales, elle est la définition d'un ordre nouveau plus que la redistribution de forces existantes. Sur le plan économique, le réformisme vise à

CES GÉNÉRATIONS QUI MONTENT

concilier une planification, qui soit autre chose qu'une étude de marché, avec le maintien d'une concurrence assainie. Sur le plan social il vise à transformer profondément l'entreprise et à opérer toutes les remises en cause que nécessite l'impératif d'une vraie promotion humaine. Sur le plan politique, enfin, il cherche à trouver la formule nouvelle d'une conciliation entre l'efficacité et la contestation.

Dans une telle perspective, le réformisme englobe plusieurs familles politiques dont les origines historiques sont plus ou moins à droite ou à gauche, mais qu'aucune différence fondamentale ne sépare désormais. Sa chance est qu'il correspond à la mentalité des sociétés industrielles où le changement est regardé comme une valeur. Il est la meilleure offre d'engagement qui soit proposé à ceux des non-engagés que la politique traditionnelle rebute et qui cherchent néanmoins à s'affirmer dans la Cité.

On reste confondu de voir que, face à ces convergences manifestes, les réformateurs s'épuisent encore à se rejeter les uns les autres dans le camp des conservateurs ou des révolutionnaires auxquels ils sont profondément étrangers. Les procès d'intention, les querelles de vocabulaire occupent le temps et l'esprit de ceux qui devraient définir doctrinalement et pratiquement ce mouvement réformateur.

Mais l'histoire enseigne que les évolutions nécessaires sont toujours précédées d'un sursaut en faveur du maintien des positions établies et que les unions ne se font qu'après un paroxysme de tension. Pour parler

clair, nous pensons que l'union des réformateurs de la gauche non révolutionnaire, de tradition socialiste et radicale, et du centre de tradition démocrate chrétienne est une nécessité historique. Certains en tirent la conclusion que peu importe un échec de cette union dans l'immédiat, car elle se réalisera tôt ou tard. Nous pensons qu'une telle sérénité est excessive.

En politique, si les occasions se renouvellent, elles ne se présentent pas en permanence. Une occasion perdue laisse derrière elle des déceptions et des rancœurs qui ne se résorbent qu'avec le temps ; la chance d'un grand parti réformateur de type travailliste s'est présentée en 1945, elle a été négligée ; il a fallu vingt ans pour qu'elle se présente à nouveau.

Après ces vingt années d'incompréhensions et de conflits l'occasion se représente dans une ambiance exceptionnellement favorable, car préparée par la convergence des évolutions que tend à accélérer encore le contexte préélectoral. On voudrait dans ces conditions que l'union du centre et de la gauche fût le fruit d'un élan et non d'une contrainte.

Bien sûr, un échec immédiat ne serait pas définitif. Mais on ne saurait se rassurer à bon compte. Une nouvelle chance se produira, mais dans cinq, dix ou vingt ans.

Rappelons-nous l'avertissement de Mirabeau : « Gardez-vous de demander du temps, le malheur n'en accorde jamais. »

Jérôme ROCQUEMONT.

LES INVENTEURS D'AVENIR

PAR JEAN-MICHEL ROYER

LE 3 juin, trois cent cinquante congressistes de la S.F.I.O., à Clichy, sont réunis au pied d'une tribune drapée — nous apprennent les quotidiens — d'andrinople écarlate et surmontée de l'étendard rouge barré des trois flèches flanqué de deux drapeaux bleus à étoiles d'or de l'Europe unie.

Un drapeau rouge pour deux drapeaux bleus : on est fort européen à la S.F.I.O., chacun sait cela. Intégrationniste, fusionniste à outrance. Dans la communauté européenne — frileusement blottie au creux du giron américain — la France doit abdiquer au plus vite toute volonté propre, gommer sans tarder toutes les composantes de sa personnalité. « *N'insultons pas l'avenir en voulant cueillir un fruit qui n'est pas encore tout à fait mûr, disent les gaullistes, intégrons d'abord l'économie, ménageons les étapes, attachons-nous à ce que, dans la construction future de l'Europe, notre personnalité nationale ne soit pas altérée.* » « *Sabotage ! hurle-t-on aussitôt à la S.F.I.O. Nationalisme d'une autre époque ! Saboteurs d'alliances ! Réaction-*

naires ! Empêcheurs d'intégrer en rond ! Déroulède ! Ligne bleue des Vosges ! ».

Les deux drapeaux bleus qui dominent la tribune de la salle des fêtes de Clichy inspireront-ils les orateurs qu'ils envelopperont de leurs plis ? Ne verra-t-on pas au contraire beaucoup de ceux-ci se raccrocher avec l'énergie du désespoir à la hampe du vieux drapeau rouge à trois flèches ? Ne se dessinera-t-il pas de multiples vocations de « saboteurs d'alliances » ? Ne verra-t-on pas maints fantassins socialistes prêts à défendre le pré-carré S.F.I.O. avec un acharnement, une pugnacité que les « chevaux-légers » du gaullisme sont loin de manifester aux frontières du « précieux hexagone » ?

A ces questions, le Congrès a répondu et par delà les oppositions, les délégués ont, le 6 juin, retrouvé une unanimité équivoque autour d'une motion dite de synthèse... Comment la S.F.I.O., comme le parti radical, comme le M.R.P. (on l'a vu à Vichy) pourrait-elle ne pas avoir ses « gaullistes » ? *Gaulliste*, bien sûr, au sens

que l'opposition donne à ce terme quand il est question d'Europe. Remplacez *Fédération* par *Europe*, S.F.I.O. par *France*, et vous aurez entendu, à Clichy, bien des propos « gaullistes » : Nous ne voulons pas immoler le parti sur l'autel de la Fédération ! », « Il faut savoir jusqu'où nous pouvons aller trop loin ! », « Nous ne pouvons laisser ni éclater, ni s'étioler ce parti porteur de vérités éternelles ! », « Allons-nous vers la « satellisation » ? », « Pas question de dissoudre ou de saborder la S.F.I.O. dans une nébuleuse mal définie, ni, en tout cas, de supprimer sa personnalité ! », etc.

Comment de tels propos, cueillis au vol dès le premier jour de Congrès, pourraient-ils n'être pas nombreux ? Une Fédération démocrate socialiste ne saurait se bâtir autrement qu'une Europe unie : pour que la construction tienne, il lui faut le ciment d'une volonté propre, durable, positive, commune à tous ceux qu'elle entend abriter. Or, ce ciment, qui manque encore — tragiquement — à l'Europe, ne manque-t-il pas encore à la Fédération defferiste ? On peut le craindre. A une gerbe de divergences, glanée dans les champs du passé, nos modernes Fédérés — sans doute désireux, consciemment ou non, de se duper eux-mêmes — tentent de donner l'apparence d'un faisceau de convergences. Aux illusionnistes de l'intégration, Jules Moch n'a-t-il pas, à Clichy, rappelé quelques amères réalités ? Comment unir des *démocrates-laïcs-non-collectivistes* et des *démocrates-non-laïcs-non-collectivistes* (j'ajouterais, quant à moi, une pincée de *non-démocrates-non-laïcs-non-collectivistes*, même si cette parenthèse devait irriter certains « indépendants progressistes ») à ces *démocrates-laïcs-collectivistes* brevetés qui se rangent sous le drapeau rouge à trois flèches ? Cette question d'un des apôtres de l'Europe fédérée valait la peine d'être posée.

— « Vous avez du toupet, et vous êtes bien illogique ! », allez-vous sans doute ici m'interrompre, cher futur fédéré. « Vous vous plaisez à souligner les divergences qui nous séparent encore (1), vous rappelez sans charité les vieux conflits, les haines vigilantes : vos larmes sur la Fédération sont larmes de crocodile ! Comment auriez-vous le *fair-play* d'applaudir quand, pour une fois, enfin, nous ne nous appliquons plus à cultiver nos différences, à rageusement gratter nos plaies, mais au contraire à nous unir pour tirer tous ensemble dans le même sens. Allons donc ! Si vous rappelez tout ce qui nous sépare — et qui peut être oublié, ou dépassé — c'est bien parce que cela vous sert, vous gaullistes. Votre masse compacte (et fragile) vit de n'avoir en face d'elle qu'une poussière de particules agitées de mouvements browniens. Devenons molécule et vous serez vite désintégré ! »

Voire ! — mais le problème n'est pas là. Si d'aventure certains gaullistes tiennent à peu près le raisonnement que vous venez de leur prêter, ami fédéré du futur, croyez bien qu'il en est d'autres qui ne se résignent pas à ce qu'a été jusqu'à ces derniers temps la quasi solitude *politique* du gaullisme. Que se constitue une opposition moderne et rajeunie, qui veuille construire et non détruire, parfois collaborer (n'a-t-on pas vu aux Etats-Unis, en Grande-Bretagne et même en

Allemagne, une politique bi-partite, unissant majorité et opposition, s'élaborer en certains cas graves et sur certains graves problèmes ?) et, au besoin, le cas échéant, prendre le relais, comment n'applaudirions-nous pas ? L'harmonie, le bon fonctionnement de la démocratie française, renouée par la V^e République — une V^e République dont cette opposition accepte sans réticence le cadre (2) — nous semblent être à ce prix.

Comment ceux dont je parle — et qui sont plus nombreux, dans le gaullisme, que ne le pensent les ténors de l'opposition — ne verraient-ils pas, au-delà de toute discussion sur les principes de la démocratie, l'avantage *politique*, stratégique, que présente pour eux la constitution d'une opposition forte, sur leur gauche ? « Parce qu'elle leur permettra, à eux aussi, de faire une sorte de Fédération à droite, de souder un parti conservateur moderne, face au nouveau travaillisme ? » m'interrogez-vous ? Beaucoup de gaullistes sont assurément tentés par une telle perspective. Mais qui ne voit qu'aux ailes, subsisteront de toute façon deux extrêmes : celui du P.C. et celui des anciens de l'O.A.S. ? Qui ne voit que la lutte va désormais être lutte pour le Centre ? Centre-gauche contre centre-droit, n'est-ce pas là aujourd'hui le schéma, n'est-ce pas la perspective ?

(2) Ce qui est incontestablement le cas de Gaston Defferre, mais assurément pas celui de beaucoup de « fédérés », pour qui la réforme de 1962 reste le péché originel. Ceux-là ne sont pas aussi logiques avec eux-mêmes que l'est, par exemple, Gaston Monnerville.

(1) Et il est bien entendu qu'elles subsisteront, voir la motion du Congrès M.R.P. de Vichy, voir la motion du Congrès S.F.I.O. de Clichy...

L'AVENIR FRANÇAIS

Perspective désagréable pour ceux qui ne croient pas que la place du gaullisme soit à droite. Perspective qu'ils doivent pourtant aujourd'hui regarder en face. Tant que le centre-gauche était poussière, sclérose, vibrillons, ils pouvaient en toute bonne conscience fermer les yeux et mettre la tête derrière le caillou : le gaullisme étant tous les centres à la fois, on pouvait y siéger aussi bien à la Montagne qu'à la Plaine. Et, du haut de sa Montagne, on pouvait très bien lancer l'anathème — prudente, feutrée — contre ceux qui, dans la Plaine, acceptaient trop facilement que le gaullisme fût, de leur fait, affublé par ses adversaires d'un masque réactionnaire. On pouvait tonner contre ceux qui — politique des revenus, réforme fiscale, réforme des circuits de distribution, réforme de l'entreprise, etc. — « promettaient selon leurs espérances et tenaient selon leurs craintes ».

À l'atomisation, à la sclérose du centre-gauche et de la gauche, ceux qui dans le gaullisme se veulent ferments de progrès et inventeurs d'avenir, ceux-là avaient tout à perdre : quels bons arguments cette atomisation, cette sclérose fournissaient à ceux qui, dans le gaullisme, au fond de la Plaine, refusaient de les entendre ! Cinq ans durant, la Gauche fut pour beaucoup de gaullistes un merveilleux et réconfortant spectacle. Un spectacle qui les empêchait de se contempler eux-mêmes dans leur vraie perspective et de sombrer parfois dans la délectation morose. Pour eux, il fallait à tout prix les conserver, les préserver, les choyer, ces providentiels sépulcres blanchis des régimes précédents. Pour satisfaire les générations montantes, et pour garder à leurs yeux visage d'hommes de progrès, il y aurait sans doute eu quelque effort à accomplir, quelques reconversions à opérer. Dieu merci ! la toile de fond en épargnait la plupart : on réalisait beaucoup, on réformait un peu, le décor faisait le reste. Devant la galerie des ancêtres, on pouvait prendre la pose et garder fière allure.

Nous avons toujours regretté le confort intellectuel que de tels alibis donnaient à beaucoup de nos amis. Nous avons toujours souhaité qu'on lève enfin les vieux décors. Gaston Defferre allait-il être l'officieux machiniste qui répondrait à nos vœux ? Nous l'avons beaucoup espéré — et parfois dit. Peu importe que l'investiture qu'il alla demander à la Maison Blanche nous ait gênés, que la banalité de certaines de ses interventions nous ait étonnés, que son atlantisme agressif nous ait révoltés, que son long silence sur Saint-Domingue nous ait consternés : nous souhaitions toujours que se constituât autour de l'homme valable qu'il était une opposition jeune, moderne qui servît de stimulant à la majorité. Si de son fait il y avait lutte, vraie lutte, entre de vraies forces pour la conquête du centre, la majorité, défiée, ne pourrait pas accepter d'être rejetée à droite. Elle serait contrainte, par la force des choses, de nous écouter. Devant beaucoup de problèmes en suspens, elle ne pourrait plus dire : il est temps d'attendre. Il faudrait mettre les bouchées doubles, réaliser, faire passer dans les faits les réformes promises — dusent larmoyer les conservateurs, s'affairer les lobbies, et les poujadistes hurler à la mort.

Une vraie lutte, entre de vraies forces ; une opposition *neuve, jeune* : c'est bien là, aujourd'hui où le bât blesse et où Gaston Defferre nous déçoit, nous, plus que tous autres. Au lieu de s'adresser seulement aux jeunes générations, aux forces vives, il a voulu rester homme de parti, homme d'appareil. Il a accepté que les vieux tacticiens de la politique lui « mégottent », des semaines durant, leur investiture et varient à l'infini sur le collectivisme, le laïcisme, le démocratisme de sa future Fédération dont l'enfantement ne sera probablement pas facile. Il n'a pas été écœuré de leurs ruses rancieuses, de leurs manœuvres dérisoires. Il n'a pas voulu constituer, avec des hommes neufs, un mouvement jeune, il a préféré faire masse de tous les états-majors traditionnels. Il n'a pas refusé les ambiguïtés qui hypothéquaient au départ la novation de son entreprise.

Bien qu'« en congé » du Club Jean-Moulin, j'ai beaucoup d'estime pour les Clubs qui vont s'agréger à la nouvelle Fédération. Leur travail de réflexion et de recherche me semble fort utile. Les hommes qui les composent me paraissent tout à fait « valables », comme on dit aujourd'hui. Mais de quels poids vont peser les Clubs, nés d'une insurrection des jeunes contre les vieilles formations politiques, dans une Fédération dont on peut pronostiquer que, si elle se réalise, elle sera bâtie essentiellement avec les appareils des partis et des politiciens chevronnés ?

Je sais bien que le Front Populaire fut autre chose que la juxtaposition des états-majors communiste, socialiste et radical. Qu'il sut mobiliser bien des jeunes qui jusque là s'étaient tenus à l'écart de la politique. Que les intellectuels antifascistes, dont ceux de nos clubs entendent aujourd'hui prendre la relève, y jouèrent un rôle non négligeable. Mais que dura le Front Populaire quand, la victoire venue, les partis un moment associés crurent revenu le temps des vieilles querelles ? Le Front Populaire mourut de ce que ses fondateurs voulurent mettre du vin nouveau dans de vieilles outres. À ces différences près que le contexte intérieur et surtout extérieur est singulièrement moins dramatique — l'anti-gaullisme, même fanatique, ne saurait aujourd'hui tenir lieu de cet admirable ciment que fut en 1936, pour le Front Populaire, l'antifascisme — et que les outres en question ont pris un sérieux coup de vieux supplémentaire, Gaston Defferre veut-il rééditer la même erreur ?

Du vin nouveau : oui, il y a beaucoup à reprendre dans ce que propose Gaston Defferre, et voilà ce qui nous navre : que ce vin nouveau, mêlé au vinaigre qui séjourne au fond des vieilles outres, soit appelé à se corrompre rapidement.

Qu'ont de sensiblement différent l'horizon 1980, cher aux defferristes, et l'horizon 1985 auquel se réfèrent plus volontiers les gaullistes soucieux de progrès et d'avenir ? La politique internationale mise à part — mais la différence, déjà, est de taille — seules des nuances les séparent. S'ils cherchaient, les uns et les autres, à s'enfermer leurs idées dans une Bible, nul doute qu'elle soit commune : ce pourrait bien être cet admirable opuscule, rédigé par les membres d'une commission qui a fonctionné en 1963 et 1964 auprès de M. Pierre Massé et qui était présidée par M. Pierre Guillaumat : *Réflexions pour 1985*.

Le mérite de cet ouvrage est de montrer aux Français que, si un certain nombre d'évolutions sont irréc-

(3) Cf. J.-M. Royer « Le choix des gaullistes », *Le Monde* du 30-1-1965.

versibles, si l'économie et la sociologie permettent de faire l'inventaire d'un certain nombre de « tendances lourdes », ils ne sont pas pour autant dispensés de vouloir cet avenir et qu'ils sont en mesure de peser sur lui pour le rendre plus juste et plus humain pour tous. Une France qui jouira d'un produit national brut triplé, ce qui nous amènera en 1985 à un niveau moyen de richesse de l'ordre de grandeur de celui des Américains d'aujourd'hui ; oui, disent les membres du « Groupe 1985 », mais à condition que soient accomplis les efforts que cet avenir requiert.

Et d'énumérer : taux d'investissement élevé, taux de consommation contrôlé, pression fiscale renforcée pour financer les investissements collectifs (mais dans une politique des revenus plus équitable), productivité élevée, appareil de distribution rénové (suppression des points de vente surnuméraires et des rentes de situation qui engendrent des coûts anormalement gonflés, notamment), élimination enfin acceptée des structures désuètes, des professions inutiles, des travaux qui se stérilisent mutuellement.

Le programme politique et économique qui pourrait être bâti autour de ces propositions, il est difficile de penser qu'il puisse être pris en charge par nos partis

d'aujourd'hui, fussent-ils fédérés. A gauche parce que Gaston Defferre l'a remis entre les mains des conservateurs des vieilles hypothèques — à droite, parce que l'U.N.R.-U.D.T. n'a pas encore entrepris la mutation qui devrait lui permettre de cesser d'être seulement un conservatoire de glorieux souvenirs.

Ni le parti majoritaire, ni la « Fédération » ne sont capables de mobiliser, sur des thèmes de demain et non d'hier, les jeunes générations.

On cherche des inventeurs d'avenir.

Il en est dans l'U.N.R.-U.D.T., comme dans l'opposition. Pour qu'ils puissent un jour, mettre leur marque sur les choses, il conviendrait peut-être qu'ils échappent au carcan des partis dans lesquels ils se sont laissés enfermer et qu'ils entreprennent de conjuguer leurs efforts au lieu de les laisser se stériliser les uns les autres.

De Gaulle a été en 1940 et en 1958 la chance de la France. Si l'avenir français devait se préparer sous le signe de l'antigaullisme systématique, il ne déboucherait que sur la stérilité.

Jean-Michel ROYER.

Les diverses formes de l'action politique

PAR JACQUES POMONTI

SELON une certaine image « sceptique », largement répandue dans les milieux politiques, la France serait une nation tiraillée en permanence entre deux tentations opposées : avoir un gouvernement puissant, mais qui s'accommoderait mal de la présence, à ses côtés, d'un second pouvoir, celui formé par les représentants élus ; ou bien, faire confiance à la représentation populaire, ce qui constituerait un obstacle à toute direction stable et efficace du pays. Pour des raisons à la fois historiques et psychologiques, tenant au comportement politique moyen des Français et à l'absence de structures parlementaires véritables, la France serait condamnée au régime d'assemblée, lequel, par son impuissance et son instabilité, recèlerait en permanence le risque autoritaire. Quel que soit le terme effectivement réalisé de cette « alterna-

« Il n'y a de lucidité valide que celle qui réalise et ne souffre pas de se laisser résoudre en simple critique. »

Emmanuel Mounier.

CES GÉNÉRATIONS QUI MONTENT

live » — aujourd'hui, un exécutif sans contrôle, hier, un parlement tout puissant — l'intérêt du citoyen pour la vie politique ne saurait être accru.

Il est vrai que la **politique** se présente encore souvent, aux yeux d'un public moyennement averti, sous cet aspect peu enthousiasmant. Congrès de partis, sessions parlementaires, élections diverses semblent n'avoir pour but que l'élection ou la réélection d'un personnel qui se renouvelle peu et dont on ne voit pas bien comment il pourrait être mieux renouvelé. Sur ce plan, les appareils semblent avoir bien en mains l'ensemble du mécanisme ; ils peuvent attendre, sans crainte, le retour du balancier qui, en mettant un terme à cet épisode exceptionnel qu'aura constitué le régime gaulliste, rendra aux partis le monopole de la vie politique et les prérogatives essentielles de l'action gouvernementale.

Ainsi la **politique** constituerait le domaine exclusif des **partis**. C'est eux qui en fourniraient le cadre, la mettraient en œuvre et permettraient aux électeurs d'en exprimer les sanctions. Cette manière d'approcher le problème politique me paraît être un des obstacles essentiels à la rénovation des mœurs et des structures politiques françaises. Dans le passé, elle a eu pour conséquence évidente d'accentuer le conservatisme propre à tout organisme possédant un minimum d'administration interne, d'approfondir le fossé entre les différents partis, d'empêcher le renouvellement des idées et des hommes.

Il est logique, **a priori**, qu'une telle conception soit partagée par des hommes de droite. Pour ceux-ci, en effet, il est de tradition de cantonner la **politique** à un domaine limité, l'intervention de l'Etat ne devant pas aller jusqu'à modifier l'équilibre des forces tel qu'il résulte des lois naturelles du marché et de l'activité des hommes. Il est donc normal, théoriquement, qu'elle soit exercée par le canal d'instruments spécifiques. Pour des hommes de gauche, par contre, chez qui la volonté de transformation des mécanismes profonds de la société s'appuie sur une conception beaucoup plus universaliste du rôle de la **politique**, cette acceptation de l'omnipotence du parti apparaît beaucoup plus choquante. Là aussi, pourtant, le parti a traditionnellement été considéré comme étant au début et à la fin de toute action politique. Cette conception « léniniste » a jusqu'à présent prévalu au parti communiste comme au parti socialiste et, même, dans une certaine mesure, au Mouvement Républicain Populaire.

Pour des hommes dont l'objectif est de réformer la société cette attitude apparaît aujourd'hui singulièrement conservatrice. La notion de pouvoir s'est profondément transformée, compliquée, diversifiée. Le pouvoir n'est plus cette « Bastille féodale » suivant la fameuse formule de Jules Guesde (1) — qu'il suffit d'investir pour permettre l'application intégrale des projets révolutionnaires qu'on aura minutieusement élaborés dans l'opposition. La marge de jeu de tout gouvernement se trouve réduite, en même temps que le rôle de l'Etat tend à s'accroître et à se diversifier à l'extrême. De ce fait, les partis politiques sont dans

l'incapacité de suivre la multiplication des interventions du gouvernement dans les domaines économiques, sociaux et culturels. Ils ne le font d'ailleurs plus et ce sont d'autres types d'organisation qui constituent, de plus en plus, les interlocuteurs de l'Etat sur ces divers plans.

Beaucoup d'hommes politiques sont aujourd'hui conscients de cette limitation du rôle des partis. Mais cette prise de conscience d'une évolution qui ne date pas d'hier se fait souvent dans une certaine confusion.

Pour de nombreux esprits, cette limitation du rôle des partis ne fait qu'exprimer la « relativisation » du domaine de la politique, presque réduit, à la limite, à la seule fonction électorale. De là à parler de la « dépolitisation » comme corollaire inévitable de l'évolution des sociétés modernes, il n'y a qu'un pas... que certains franchissent allégrement ! Il s'agit d'une double confusion sur la nature réelle du combat politique et sur les causes du déséquilibre actuel. Il y a une certaine paresse intellectuelle et un manque d'imagination chez beaucoup d'hommes politiques à se masquer les enseignements véritables de ce changement. La **politique** doit être admise dans une acception plus large et plus diversifiée et l'on doit s'efforcer de découvrir les moyens d'adapter les instruments d'action politique à cette nouvelle réalité.

La nature de l'intervention de divers organismes « non partisans » est de plus en plus politique. Ces organismes représentent des fractions importantes de citoyens dans les domaines qui les concernent, et ne sont pas indifférents à la politique qui est ou sera menée par le gouvernement. Les organisations syndicales, en particulier, touchent à la politique puisqu'elles sont, par nature, en perpétuel débat contractuel avec le gouvernement et le patronat. D'une certaine manière, les syndicats participent déjà aux décisions économiques. Or, dans une société où l'Etat, même sans Plan ni politique des revenus, joue un rôle de plus en plus déterminant, il n'y a pas de participation économique sans, d'une certaine façon, participation politique. Qu'ils l'acceptent ou non, les syndicats sont intéressés à la désignation de l'Exécutif et à la définition de sa politique. En particulier, et dans la mesure où ce système de désignation sera conservé en France, il apparaît que les organisations syndicales ne pourront pas se désintéresser longtemps de l'élection présidentielle.

Prenons un autre exemple. La vie politique française a vu se multiplier ces derniers temps une série de groupements extrêmement divers — qu'on appelle « clubs » pour la commodité du langage —, qui ne sont ni des partis (ils n'ont pas pour objectif la participation au pouvoir) ni des syndicats (ils ne représentent les intérêts d'aucun groupement socio-professionnel déterminé). Ils se veulent simplement organismes de réflexion, d'animation et de formation civique. Ils sont aussi, de ce fait, des éléments de participation à la vie politique ; leur activité est également nécessaire à la vie politique d'une nation moderne. Il ne s'agit pas là, comme on a pu le dire, de quelque chose d'éphémère, né de la faiblesse des partis et qui mourrait de leur rénovation. Bien avant nous, les Etats-Unis et, dans une certaine mesure l'Angleterre ou l'Allemagne de l'Ouest, avaient connu une évolution de cette nature. Le problème de la participation à la vie publique dans une société indus-

(1) « Il s'agit d'augmenter la colonne d'assaut qui aura, avec l'Etat emporté de haute lutte, à prendre la Bastille féodale ». J. Guesde (Réponse à Jaurès, Lille 1900).

trialisée ne saurait être résolu par le seul biais des partis, ni même par celui des organisations professionnelles. La complexité croissante des problèmes et des solutions soumis à l'appréciation des électeurs exige un long travail de clarification, de réflexion, de formation, qui ne peut être effectué ni par les partis ni par les organisations syndicales. Ajoutons enfin que, compte tenu de la tendance naturelle de toute organisation partisane ou syndicale à la routine, du fait de la lourdeur de leur appareil administratif, il n'est pas inutile qu'existent de tels groupements susceptibles de stimuler l'action des uns et des autres.

Ces deux idées sont bien connues. Elles n'ont été reprises ici que pour mieux illustrer cette diversification nouvelle des mécanismes politiques, et répondre à cette « fuite en avant » de certains devant l'évolution actuelle. Il convient d'en ajouter une troisième qui concerne la nature du combat politique dans une société où la marge de jeu est réduite, où les options politiques majeures ne se présentent plus en des termes aussi tranchés et brutaux qu'il y a quelques dizaines d'années.

Pour quoi combattons-nous ? Je ne ferai ici qu'évoquer le problème pour la gauche, c'est-à-dire pour ceux qui s'accordent à vouloir transformer les structures profondes de notre société à des fins plus humaines. Un mot est au centre du débat : « socialisme ». Des débats politiques récents ont révélé que des hommes, appartenant à des partis différents, se réclamaient du socialisme. Il ne faut pas être grand clerc pour discerner le malentendu que sous-tend cette soudaine conjonction. Beaucoup l'ont fait récemment mais, souvent, au nom de positions aussi erronées que celles qu'ils dénonçaient chez leurs interlocuteurs. Traditionnellement, le socialisme français se résume à une formule : « la collectivisation des moyens de production et d'échanges ». Aujourd'hui encore, la tentation est grande, pour de nombreux membres du parti socialiste, de faire de cette formule — consciemment ou non — la condition nécessaire et suffisante de l'appartenance à la « famille socialiste ». Pourtant, très timidement, beaucoup de ceux-ci commencent à reconnaître que l'organisation de l'économie socialiste, ainsi conçue, peut montrer une certaine aptitude à lutter contre la rareté, mais qu'elle éprouve de plus en plus de difficultés à promouvoir l'élévation du niveau de vie que permet la technique moderne et que réclame partout l'homme moderne. Tant en ce qui concerne le problème du marché qu'en ce qui concerne celui de la propriété, le socialisme français doit réviser et adapter sérieusement un certain nombre de ses positions. La tradition socialiste, qui correspond profondément à la sensibilité de beaucoup de Français, n'en garde pas moins ses fins essentielles, qui visent à substituer, dans l'organisation et le fonctionnement de la société, le principe d'une solidarité consciente aux ressorts traditionnels de la domination et de l'intérêt personnel. Tout cela a déjà été dit par des socialistes. Mais le poids des appareils, la routine et le patriotisme de parti ont, jusqu'à présent, empêché que les idées l'emportent sur les structures. L'évolution naturelle de notre société rend pourtant possible le passage d'un « socialisme de contestation » à un « socialisme de gestion » (2). Laissera-t-on passer cette occasion en faisant prévaloir l'attachement à des moyens sur la fidélité à des fins ?

La division actuelle de la gauche française relève, donc, beaucoup plus du conservatisme de ses composantes que de divergences de fond sur les principales options politiques. De ce fait, il apparaît que son intervention politique doit être la résultante de l'action de divers pôles d'animation aux fonctions différentes, conjuguant leurs efforts en vue d'objectifs déterminés.

Dans un régime démocratique, une plus grande diversité et une plus grande souplesse apparaissent comme deux conditions essentielles de la stabilité et de l'efficacité du régime politique. Il y a des tempéraments et des niveaux de compétence différents. L'activité politique doit être en mesure d'intégrer pleinement cette diversité et de s'en nourrir. Qu'aujourd'hui, un grand nombre d'hommes, dont le sens civique ne peut pas être mis en doute, soient rebutés par la politique — ce qui provoque la stérilisation d'importantes richesses humaines — confirme que notre pays demeure malade du côté de la politique. A l'opposé de la vieille idée de gauche du parti « dur et pur », on peut affirmer que la souplesse des structures constitue le meilleur mécanisme d'intégration, dans une action en vue d'objectifs communs, d'hommes et de forces aux activités et aux tempéraments différents. Cette souplesse nécessaire ne saurait se traduire par la multiplicité des partis, bien au contraire, puisque celle-ci est surtout confortée, aujourd'hui, par la rigidité même et le caractère exclusif des structures partisans françaises.

On pourrait aisément dénoncer dans cet exposé un côté par trop intellectuel et théorique. Il s'appuie, en réalité, sur la conviction que les conflits intérieurs perdent de plus en plus leur caractère de remises en cause globales et qu'il est possible et souhaitable que la société politique évolue vers une sorte de bi-partisanisme. Il existe, dans l'électorat français, des tempéraments « conservateurs » et des tempéraments « réformateurs ». La France est, avec l'Italie, le seul pays d'Europe occidentale à posséder un parti communiste puissant. Certes, ce fait exprime fondamentalement, à lui seul, le caractère défectueux du fonctionnement de nos institutions (3). Mais il exprime aussi, dans une certaine mesure, que de nombreux Français ne sont pas totalement satisfaits du type de société dans lequel ils vivent. Les Français, alors même qu'ils refusent, par tempérament et par tradition, l'« encartage » politique pratiqué par nos partis, se retrouvent assez bien dans la distinction entre la droite et la gauche. Ils n'ont pas suffisamment le goût du compromis pour trouver par eux-mêmes une solution à tous leurs conflits. Notre problème principal consiste à imaginer et à mettre en place les mécanismes de solution de ces conflits à l'intérieur de règles acceptées par tous. Les idées formulées ici n'ont pour fin que de proposer quelques premiers éléments de solution à ce problème qui me semble à l'arrière-plan de tous les débats actuels.

Jacques POMONTI.

(2) Cf. **Un nouvel horizon**, par G. Defferre (Gallimard).

(3) Les professeurs Duverger et Vedel, et de nombreux autres à la suite, ont expliqué à plusieurs reprises que la mise en place de structures et d'institutions politiques plus efficaces permettraient la réintégration de nombreux électeurs communistes à l'intérieur de la collectivité nationale.

LE YOGI ET LE COS

Au cours du mois de mai, vous avez peut-être vu, dans les librairies et dans les kiosques, apparaître une affichette noir et or. Elle représentait le visage d'une petite fille à « l'enfance sans enfantillage » (n° 22). Elle célébrait les trois ans et demi et le numéro vingt-deuxième d'une revue nommée Planète. Elle proclamait même : « Planète grandit ! »

Au cours de ce même mois de mai, vous avez peut-être lu, dans votre journal habituel ou dans un autre, un placard publicitaire annonçant : « Le

Crépuscule des magiciens » (Editions de l'Union nationaliste). Précisément, cet ouvrage collectif vise Planète. Il la met, avec véhémence, en accusation. Planète est dénoncée comme constituant un « attentat contre la culture », comme une exploitation de « ceux qui ne peuvent se dégager (faute d'être aidés) des croyances les plus primitives et les plus asservissantes ». Les rationalistes vont encore plus loin : ils traitent les auteurs de Planète de « mystificateurs », de « fumistes ». Quelques-uns des griefs articulés ne manquent pas de fondement. En tout cas, voilà un procès mené

« L'existence est ailleurs »

André Breton

« ... Un homme sans murailles »

Louis Pauwels

ET d'abord, liminairement, connaissez-vous Planète ? J'imagine que oui. D'ailleurs, même si vous ne connaissiez pas Planète, voilà quelques mois, les remous autour de cette revue vous ont alerté et vous vous êtes précipité sur le numéro annoncé par l'affichette noir et or. Vous auriez pu, aussi bien, lire n'importe quel numéro antérieur. Vous y auriez lu, substantiellement parlant, la même chose. Car Planète est comme immuable. A parcourir la collection, on a l'impression que Planète n'évolue pas. Ce sont variations symphoniques ou discordantes autour des mêmes leitmotiv. Donc, après avoir franchi le porche — c'est-à-dire la couverture — ornementée d'une tête de statue arrachée à une cathédrale gothique, vous avez parcouru les chroniques habituelles : Chronique de notre civilisation, Histoire invisible, Ouvertures de la science, Grands contemporains, Littérature différente, Humour Planète, Chronique des civilisations disparues, Art fantastique, Monde du futur, L'Amour en question. Au long des pages, vous avez appris « plus de choses sur plus de choses ». Vous avez notamment appris qu'Ulysse était allé en Bretagne et que l'on avait retrouvé l'Atlantide ; que « l'exploration du cosmos intérieur ne fait que commencer » et que « les nouvelles drogues » sont à celui-ci « ce que les fusées sont pour l'extérieur ». Vous avez aussi presque appris le secret des « champignons sacrés » auprès de « Maria Sabina, la célèbre curandera », et on vous a expliqué que le but de « la pensée planétaire » est de trouver « le Point de convergence » où se réalise « la fusion finale de l'algèbre, de la poésie, de l'esthétique, de la physique, de la mythologie » ; vous avez aussi appris que l'on pouvait se demander si le matérialisme était ou non dépassé et qu'il existait un labyrinthe dans la cathédrale de Chartres, etc.

Face à ce déploiement de fantastique, au rythme d'un

par René PASCAL

MONAUTE

tambour battant.

Du coup, Planète devient à la mode. Ce n'est pas la première fois que la meilleure manière d'accroître une renommée consiste à la faire déchirer par des procureurs. Planète était jusqu'ici une revue prospère ; mais elle n'était qu'une revue. Elle devient une « Affaire ». Pour un peu, chacun ira demandant à son voisin : « Faut-il brûler Planète ? » Planète devient un « phénomène social ». Considérons donc Planète, l'étrange revue de l'étrange.

style percutant et foisonnant qui réalise une hallucinante confusion des langues, de la religion, de la science, de la fantaisie, vous avez été comme éberlué. Il vous a pris envie de savoir plus de choses sur Planète.

Assurément, ce propos ne prétend pas vous offrir les clefs de Planète. Du moins essayera-t-il de suggérer quelques itinéraires pour les découvrir.

Des lecteurs en abondance

Dans cette perspective, avant de parler de Planète, il faut la situer dans la société des années 60. A cet effet, il est utile d'apprécier son audience et d'évoquer les besoins de l'âme moderne auxquels elle fait écho.

LE YOGI ET LE COSMONAUTE

Du premier point de vue, il faut être prudent. Nous n'avons pas la moindre envie de minimiser l'importance du phénomène. Cependant, il faut se garder de la tentation de découvrir chaque six mois un nouveau signe révélateur et décisif de l'homme contemporain.

Nous sommes en mesure de juger de l'audience quantitative et du dynamisme de l'entreprise. Les chiffres de tirage sont impressionnants. Apportons-y une nuance, cependant. Afin de conclure véritablement à partir d'eux, il serait nécessaire de les comparer, *mutatis mutandis*, avec les chiffres de tentatives plus ou moins analogues. Je pense à la diffusion des nombreuses collections théosophiques, hindouïstes ou occultistes. Je pense aussi à des œuvres comme celle de Maurice Maeterlinck, comme celle d'Alexis Carrel, *L'Homme, cet inconnu*, et au succès du *Pèlerinage aux sources de Lanza del Vasto*, etc.

Quoi qu'il en soit, il n'est pas question de céder que MM. Louis Pauwels et Jacques Bergier sont des auteurs très lus, depuis un lustre. *Le Matin des magiciens*, qui fut aussi l'aube de *Planète*, a été tiré par Gallimard à cinq cent mille exemplaires. *Planète* a promptement atteint les cent mille exemplaires pour chaque cahier bimestriel et a dépassé trente mille abonnés (1). De plus, *Planète* a foisonné en plusieurs collections qui orchestrent les thèmes de la revue ; il en existe quatre : *l'Encyclopédie Planète*, *l'Anthologie Planète*, *Présence de Planète*, *Les Métamorphoses de l'Humanité* ; bientôt une cinquième prendra son élan : le *Trésor spirituel de l'Humanité* ; certains des vingt titres publiés ont été tirés à quarante mille ou cinquante mille exemplaires. En outre, *Planète* s'efforce d'essaimer hors de France ; si l'expérience italienne côtoie l'échec, la tentative sud-américaine est en bonne voie. *Planète* en espagnol tire à trente-cinq mille, et prochainement *Planète* fondra sur l'Allemagne et les Pays-Bas.

D'autre part, l'équipe de *Planète* multiplie les initiatives. En particulier, en liaison avec le Club Méditerranée et les Jeunesses musicales de France, dans le cadre l'« Association des Français du XX^e siècle » — « Groupement des organismes français d'évolution » — *Planète* entreprend la conquête du marché des loisirs. Pour commencer, elle organise des « causeries sous l'olivier », dans les édens reconstitués sur les plages des pays des temps primordiaux. Cette année, deux cycles de « Forum-Planète » auront lieu, l'un à Cefalu, en Sicile, l'autre à Aigion, en Grèce.

Cette extension quantitative est-elle signifiante ? Pour répondre à cette question, il importerait de passer cette audience au spectre sociologique. Hélas ! on ignore qui lit *Planète* ; on en est réduit aux conjectures : les cadres scientifiques supérieurs et moyens ? Les professions libérales, souvent médicales ? un certain nombre de syndicalistes ? Surtout, il conviendrait de dévoiler les motivations des lecteurs et ce qui, de *Planète*, en eux se dépose. Est-elle un passe-temps qui permet d'être assuré qu'on est « dans le vent » du futur ? Est-elle une école de pensée ? Les magiciens sont-ils des clowns ou des maîtres spirituels pour leurs lecteurs ?

Bref, on ignore la profondeur et la qualité de l'audience. Nulle part, on ne peut pronostiquer du devenir de *Planète*.

(1) Le n° 1 de *Planète* avait été tiré à 8.000 exemplaires. Il fut plusieurs fois réédité.

Planète au carrefour

Si l'on parvenait à établir une géographie des besoins intellectuels et spirituels de l'époque, on éclairerait ces inconnus. A l'évidence, il n'est question que de rap-peler certains facteurs, vraisemblablement, importants pour comprendre le phénomène *Planète*.

Il y a d'abord le bouillonnement de l'esprit scientifique à la fois triomphant et insatisfait. Un formidable « appétit de connaissance » sourd de la conscience actuelle. Ivre de ses succès, l'intelligence se demande : « Quo non ascendam ? Où n'accéderai-je pas ? » Elle est en quête de nouvelles frontières. Elle bouleverse ses méthodologies, passant, comme l'a observé G. Bachelard, de l'âge du « comme si » (2) à l'âge du « pour-quoi pas ? » et sachant que « tout ce qui est décisif ne naît que malgré ». Chaque page de *Planète* (ou presque) orchestre, amplifie, pousse au paroxysme cette problématique, l'utilise jusqu'au terrorisme. De là jaillit un bouculant besoin d'imaginer, de rêver pour savoir. De là naît aussi le besoin d'un dépassement des frontières interdisciplinaires, des domaines même de la connaissance. En son temps, lointain, Auguste Comte l'avait senti ; il cherchait la conciliation de « la moralité poétique avec la consistance théorique et la généralité philosophique avec la réalité scientifique » (3). La religion positiviste était le moyen de la synthèse. A *Planète* aussi, on parle d'« une nouvelle religion », d'« une religion universelle ».

En face de la science en quête d'un au-delà d'elle-même, il y a l'affaissement de la conscience politique et l'ombre au-dessus du cimetière des idéologies, de la société des Responsables, ces Initiés du gouvernement cybernétisé. En cette conjoncture, il y a la tentation dénoncée par Raymond Abellio : « Il est désormais évident qu'en Europe l'idolâtrie de la technique industrielle ne peut plus avoir qu'un temps... La seule voie qui reste ouverte aux chefs de la technocratie européenne, c'est l'exploitation technique de la métapsychique et des dérivations des sciences occultes à des fins de puissance humaine » (4).

Il y a le désarroi de toute pensée et la recherche douloureuse d'un renouvellement radical de la pensée et du langage. Le héros d'*Incognito* de Petru Dimitriu est à la fois bien loin et très près de *Planète*. Le dernier ouvrage de M. Edgar Morin (5) a lui aussi des résonances « planétéennes ».

Plus généralement, plus quotidiennement, il y a l'inquiétude moderne. L'individu se trouve aussi égaré au milieu des machines, des robots et des tentacules bureaucratiques que le primitif l'est au cœur de la forêt indéfrichée. Perdu dans « la foule solitaire », il rêve d'échapper à cette insularité qu'est la personnalité. Il craint la massification et il aspire à ce qu'elle devienne substantielle. Il a besoin d'irrationnel. Il ne croit plus au Ciel, il voudrait croire à quelque chose. D'ailleurs, les psychologues lui disent que l'équilibre de l'individu exige une sorte de religion ; on a autant besoin de mythologie que d'eau, prétendent-ils. L'homme présent est disposé à croire à la terre, au cosmos, au futur comme à se saouler de Johnny Hallyday ou du tiercé.

(2) G. Bachelard : « Le Nouvel Esprit scientifique ».

(3) Auguste Comte : « Synthèse subjective ».

(4) R. Abellio : « Vers un nouveau phophtisme » (Gallimard).

(5) Ed. Morin : « Introduction à une politique de l'homme » (Seuil).

Au fond, le bonheur plat, le bonheur plein que lui prête *L'Express* ne l'enthousiasme pas. M. Pauwels a raison : « Tout est prêt pour une poussée de lyrisme à la mesure de la poussée des inquiétudes et des attentes » (N° 1). Le « romantisme cosmique » s'inscrit dans cette recherche frénétique d'un sacré, d'un sacré sauvage.

Comme à la charnière de ces courants que nous venons d'évoquer brille le prestige de l'Orient. Il ne date pas d'aujourd'hui. On citerait Romain Rolland si on ne savait qu'à tout citer il faudrait remonter plus loin et inventorier toute la tradition occultistes, aux mille expressions. Posté par sa méthodologie rationaliste aux avant-gardes de l'évolution, l'Occident rêve de se retremper dans le mysticisme oriental. Ce serait un beau mariage ! Et peut-être, l'âme occidentale pense-t-elle inavouablement que ce serait un bon mariage ! Un mariage où elle ne courrait aucun risque, car les dieux de là-bas, on saurait les réduire à des archétypes, à des mythes sans danger. On aurait la mystique ou ses techniques sans les dieux. Que Planète plonge des racines dans cette veine, ce n'est un secret pour personne.

Une quête inquiète

Avant de parler de Planète, il est, encore, utile de situer Planète par rapport à ses fondateurs. Avant l'éclosion de Planète, il y eut, chacun le sait, *Le Matin des magiciens*, *Introduction au réalisme fantastique*. Dans le style inimitable qui deviendra celui de Planète, il était annoncé que « lire ce livre, c'est chevaucher une comète », et on laissait entendre que, perché sur ladite comète, on pourrait résoudre des « questions folles » telles que celles-ci : « La société secrète est-elle la future forme de gouvernement ? Des civilisations techniques ne sont-elles pas englouties dans le temps immémorial ? Existe-t-il des portes ouvertes sur des univers parallèles ? Dérivons-nous vers quelques formes d'ultra-humain ? »

Cependant, *Le Matin des magiciens*, pour important qu'il soit, n'est pas l'ouvrage originel. Au commencement, il y eut aussi les précédents ouvrages de M. Pauwels, qui sont l'une des clés de Planète. Il est notable que dès 1945 cet auteur affirmait que le nouvel âge « serait celui de cette puissance sans limite de l'âme déliée ». Planète s'inscrit dans une quête jalonnée par *Saint Quelqu'un* (1945), *Les Voies de petite communication*, *Monsieur Gurdjieff* (1954) notamment. A travers cette œuvre perce une souffrance, une hantise — celle d'être un homme « à la peau épaisse » (*Saint Quelqu'un*) — et une aspiration incoercible : celle de devenir « un homme sans muraille » (id.). On me permettra de citer quelques lignes de la préface de *Monsieur Gurdjieff* : « Je prends cette liberté parce qu'elle me paraît éclairer l'objet de Planète et que je comprends mal que l'on interprète Planète sans la rattacher au souci constant d'un de ses fondateurs. Voici :

» Est-ce que cette immense et folle ambition de *savoir* que je promène en dépit de moi-même à travers toutes les aventures de ma vie ne pourrait être un jour satisfaite ?

» Est-ce qu'il n'y a pas dans l'homme, dans moi-même, par exemple, un chemin qui conduit à la connaissance de toutes les lois du monde, à un lieu où ma propre existence se confond avec la force qui assure l'existence de tout l'univers ?

» Est-ce que ne repose pas au fond sur moi, recouverte par des négligences plusieurs fois centenaires, la clé de la connaissance totale et de l'éternité ? » (*Monsieur Gurdjieff*, page 15.)

Pour résumer, la question que pose M. Pauwels est celle-ci : Comment exister ailleurs et autrement. Autrement, c'est-à-dire comme un Dieu.

Une religion de l'homme

Enfin, nous pouvons en venir à Planète. Que dit Planète ? Que veut Planète ? Assurément, Planète dit beaucoup de choses sur beaucoup de choses, sur « les vieux madarins » comme sur « les jeunes alchimistes » (n° 4), sur le « serpent de mer » (n° 3), comme sur l'« Androgyne » (n° 12). Pourtant, au fond, Planète ne dit qu'une chose, une chose très simple. Elle dit que l'homme peut devenir dieu. En vérité, on avait déjà dit aux hommes qu'ils pouvaient facilement perfectionner leur mémoire et apprendre en un rien de temps les langues étrangères. Personne jusqu'ici ne leur avait crié, à l'éventaire des kiosques, que l'homme pouvait se faire dieu à peu de frais. Il s'agit de cela cependant. En effet, le but avoué est d'atteindre ce « point de surexcitation intellectuelle » (n° 1) qui marque le seuil « d'une vision objective quasi divine » (n° 21), « le point fixe de l'esprit d'où cesserait de se poser l'énigme de l'existence » (n° 5).

Voilà l'ambition de Planète, ce me semble. Je m'attends à ce qu'on se récrie ; à ce qu'on m'accuse de trop prendre cette revue au sérieux et d'être un de ces esprits qui ont l'art bête de « donner une consistance au toc ». On va me démontrer que je lis Planète sans suivre le mode d'emploi qu'elle recommande : user de « beaucoup d'agilité d'esprit, sans compter des facultés de discrimination » (n° 22). Je conviens qu'avec Planète il faut être prudent. Je tiens même pour probable que les rédacteurs se jouent parfois du lecteur et qu'il faut faire large la part d'une virtuosité journalistique qui sait faire des concessions aux goûts de la clientèle. Loin de moi l'idée de lire Planète sans rire un bon coup et sans cligner de l'œil. Malgré cela, Planète a trop d'adhérences avec la conscience actuelle et elle suit par trop ses lignes de plus grandes facilités pour que l'on ne courre pas le risque de considérer avec sérieux son âme, sinon ses artifices. L'essentiel de la visée de Planète se déploie au niveau de la conscience magico-religieuse. Planète milite pour un grand « réveil de l'esprit magique ». Ainsi le Teilhard qui intéresse les animateurs de Planète n'est pas le théologien catholique qui croit en la divinité du Christ, mais plutôt l'évolutionniste dont les propos ouvrent les portes du merveilleux scientifique : « A l'échelle du cosmos, seul le fantastique a des chances d'être possible. » C'est en tant que religion transnaturelle de l'homme cosmique qu'il faut comprendre et critiquer Planète.

Rupture explosive

A l'instar de toutes les religions, celle-ci proclame nécessaire une rupture avec le monde des apparences, elle propose un cheminement, elle développe une doctrine. On doit décrire sommairement les caractéristiques de ces trois moments.

Pour devenir un « mutant », il faut devenir un « homme différent ». Le passage ne se fait pas par

QUESTIONS D'AUJOURD'HUI

l'ouverture du cœur — au sens pascalien du mot — à une réalité transcendante. Il s'agit de pénétrer dans l'univers de *l'Ailleurs*, qui n'est qu'une sorte de monde psychique. Aussi, l'important est de provoquer l'explosion des structures mentales et se dépouiller des « illusions qui nous viennent d'un anthropomorphisme hérité des derniers siècles » (n° 13). Alors on peut se délester de sa personnalité dans le magma collectif, car « il serait grand temps de passer du « Grand Dieu, pourquoi suis-je moi ? » de Stendhal à un « Grand Dieu, pourquoi sommes-nous ? » (n° 1). La rupture prend ainsi l'aspect d'une désintégration nucléaire et elle est le fruit d'un pilonnage violent. Il faut « une sorte d'arrachement exaltant mais douloureux aux habitudes de penser, une sorte de conversion. Il faut que nous soyons violemment projetés hors de notre univers mental coutumier par des émotions esthétiques, par la puissance du rêve, par des excitants de l'imagination, par la magie d'un style » (n° 13).

C'est pourquoi Planète n'est ni Socrate ni Jésus-Christ. Elle ne provoque pas l'être à découvrir en lui sa vérité, sa liberté. Elle n'a pas la discrétion qui conduit à faire les miracles, dans le secret. Les magiciens ne sont pas des maîtres spirituels qui suscitent le dialogue. Ils adoptent une attitude agressive. Ils procèdent avec violence. Ils sont impatients. Peut-être la source de la méthode est-elle révélée dans l'introduction à *Saint Quelqu'un* ; on y lit : « Vivekananda », que Romain Rolland nommait à juste titre le Maître Séraphique, écrit ceci : « Il est possible que l'homme qui » ne connaît pas cette science (les yoga, l'ensemble des » disciplines qui forgent des bienheureux et des saints) » parvienne par hasard à cet état dans lequel on dépasse la créature humaine. Il trébuche, en quelque » sorte, sur cet état. Il y a mille façons de trébucher. » Planète veut faire trébucher.

Pour ce réussir, elle n'hésite pas sur les moyens. Elle conditionne le lecteur. Sa stratégie de combat est à trois temps.

À l'abordage — si on nous permet d'écrire ainsi — Planète choisit de déconcerter l'homme quelconque, le brave bourgeois qui la feuillette. C'est la fonction du *style Planète*. Planète l'avoue expressément : « Il faut que nous soyons violemment projetés hors... Cela explique notre souci d'écriture, d'imagerie, de coexistence d'éléments en apparence disparates qui ont pour effet de produire une sensation de dépaysement utile. » (N° 13.) Afin d'apprécier le procédé, il faut lire Planète dans le texte, car Planète est d'autant plus intraduisible que le *style Planète* réussit — admirablement, à notre sens — à couler la matière idéale dans la typographie, la gravure, le langage, indécomposablement. Planète est une revue « totale » au sens où les critiques dramatiques parlent d'un théâtre « total ». Planète ne travaille pas seulement au plan des concepts, mais plus profondément au niveau des affectivités. Pour jauger l'atmosphère troublante, étrange, envoûtante, qui se dégage de la revue et des autres ouvrages des éditions Planète, il faut les regarder et les lire. On voit s'entrelacer, au fil des pages, les têtes hallucinantes surgies de la nuit des temps : Tête de statue de consécration bouddhique du IX^e siècle après J.-C. (n° 1) ; Fonctionnaire memphite (n° 2) ; Tête en provenance de Persépolis (n° 3), etc., avec les photographies colorées des cosmonautes, avec les schémas de squelettes, avec

les corps nus des femmes d'aujourd'hui. On voit les textes scripturaires des diverses écritures s'amalgamer à un langage super-journalistique dans lequel le superlatif et l'affirmation péremptoire est la règle, à la base duquel est l'antithèse surprenante — « L'horrible colombe et le bon loup » (n° 4), « L'homme intérieur et le matérialisme » (N° 22), « Voltaire contemporain de l'ère cosmique » (N° 3), « La mystique est-elle une science ? » (N° 9), « Oui, Freud a oublié la femme » (N° 21) etc. Reconnaissons qu'il y a de quoi abdiquer le bon sens.

Quand le lecteur titube, Planète ne tergiverse pas. Elle tente d'élargir la brèche, en le terrorisant par deux procédés. D'une part, on recourt à la terreur de n'être pas moderne. La plume débordant de sarcasmes Planète dénonce tous ceux qui ne partagent pas ses opinions comme des « réfractaires intellectuels » des « réactionnaires psychologiques » perclus par « le complexe fœtal ». D'autre part, Planète cultive le *complexe de Galilée*. Contre le conservatisme étrié des « redingotes noires », on fait valoir qu'elles ne sont que la réincarnation de ces fossiles qui condamnèrent Galilée. Quand des savants orthodoxes ont été une fois capables d'une erreur de cette ampleur, il n'est plus possible de faire crédit à aucun savant « classique », insinue Planète. A ce moment, surgit le fameux : Pourquoi pas ? Et le lecteur se trouve chargé de prouver que les « intelligences extra-terrestres » n'existent pas, que « les aérodromes fantômes » sont invraisemblables ou de capituler en reconnaissant que le réalisme ne peut, désormais, être que fantastique.

Puis, pour envelopper ce conditionnement inexpiable, tout à coup le loup se fait agneau bêlant, petite bête persécutée. Planète manque rarement d'entonner la complainte de l'initié méconnu et vilipendé. « J'ai pour ma part renoncé à la polémique qui est au dialogue ce que le théâtre d'ombres est à la tragédie » (N° 5) annonce solennellement M. Pauwels. Hélas ! c'est compter sans la vindicte de l'intelligentzia : « Voyageant à travers le monde, et aimant mon pays, je constate pourtant avec douleur que le Paris intellectuel apparaît comme un village de veuves féroces. On se demande quelle morale, quelle foi, quelle énergie réensemenceraient en les apaisant ces harpies fripées » (° 22). Du coup, quoique « les imbéciles sont bien fatigants » (N° 22), Planète doit tristement reprendre le combat. « J'avais rentré ma plume de polémiste. C'est un désagrément de la reprendre. Hélas ! je n'ai pas le choix ! (N° 22). » Devant tant d'injustices qui ne compatirait et qui hésiterait à suivre ? Si ces hommes sont les plus persécutés depuis les Encyclopédistes, c'est que la vérité doit être de leur côté. Les justes ont toujours été mal traités par les Docteurs ! Quelle « intelligence biologique » refuserait de les suivre ?

Tout par l'intelligence

Une fois qu'on a accepté de devenir un « mutant » et d'être un disciple de *l'Ailleurs*, que doit-on faire ? Par quels moyens l'individu va-t-il devenir *différent* et que devra faire l'humanité pour faire monter de la terre l'odeur franche et fraîche d'une société nouvelle, d'une culture nouvelle ? (N° 1). L'itinéraire sacré que propose Planète est relativement tranquilisant. La religion de Planète est une religion sans morale ; l'ascèse

L'amour
est à
réinventer

y est remplacée par l'hygiène mentale et la génétique ; les moyens spirituels sont remplacés par des techniques.

Le « nouvel homme » (N° 21) doit « pousser le plus loin possible notre savoir, nos pouvoirs, notre intelligence et nos contacts avec les univers extérieurs afin que se produisent les changements qui donneront naissance à l'humanité d'après l'humanité » (N° 21). Il s'agit de conquérir des « pouvoirs inconnus », ces pouvoirs consistant en une sorte de maîtrise des énergies psychiques ; pour les acquérir il est nécessaire de mobiliser toutes les techniques psychologiques existantes de par le monde. A travers Planète, le yoga, le zen, le soufisme sont présentées superficiellement d'ailleurs comme des gymnastiques supérieures. On cherche s'il n'y a pas dans ces hottes-là ou dans d'autres « de bons outils pour améliorer notre compréhension de l'univers et pour que l'homme puisse agir bénéfiquement sur lui-même » (N° 21). L'aspiration religieuse originale est liquidée. Telle un vampire Planète suce la quintessence métaphysique et livre à l'occidental, sceptique, le squelette psycho-technique de ce qui fut des religions.

Cependant, « le nouvel homme » n'est pas individuel. Nous vivons le passage de l'individuel au collectif (N° 1) et ceux qui rêvent d'être « des hommes sans murailles » en éprouvent de la volupté. L'adepte de l'Ailleurs doit avoir l'idée que « la vie collective est une vie initiatrice. Je veux dire qu'elle doit être considérée comme une machine en construction, destinée à déconditionner notre individualité pour faire naître notre personne, pour dégager de nous, de ce qu'il y a, donc, de plus précieux en nous, une énergie utile à la montée du phénomène humain » (N° 21).

L'essentiel de la tâche collective — à l'instar de l'ef-

fort individuel — est de cultiver l'intelligence. « Nous avons foi en l'avenir de l'intelligence » (N° 21) dit Planète qui voit dans cette faculté le moteur intellectuel » (N° 21), « la force motrice de la fusée humaine » (N° 21). Il faut, par conséquent développer de toute urgence « le capital cérébral » (N° 21). A cet effet, il faut multiplier les cellules pensantes soit en luttant contre la faim car à moins de « 1.200 calories il n'y a ni vie spirituelle, ni vie intellectuelle » (N° 21), soit en rompant « avec la conception aristocratique de la culture » (N° 21) et en considérant l'éducation comme « une fonction biologique chargée du dynamisme ascensionnel de l'humanité » (N° 21). En bref, il faut « former une centrale d'énergie utile au plus grand nombre, répandre moins cette incertaine culture que le désir et l'appétit de connaissance » (N° 21).

Néanmoins, la culture de l'intelligence requiert des mesures plus radicales. Il importe de détecter, dans l'humanité, les individus exceptionnellement doués. Or, rien n'a encore été fait en ce domaine : « Nous ne savons pas encore comment lancer les filets pour pêcher les êtres possédant un appareil physiologique et nerveux exceptionnel » (N° 14). Surtout il est nécessaire de raisonner en termes « d'ingénieur en humanité planétaire » (N° 14) pour gérer mieux nos « affaires génétiques ». A un moment où l'on constate que « la société stérilise les élites » (N° 14), et que « l'humanité plafonne intellectuellement parce que le peloton de tête des plus intelligents cesse de se reproduire » (N° 14), il est important de mettre en œuvre une politique permettant d'améliorer le capital intellectuel de l'humanité car « ce par quoi finalement nous sommes humains c'est l'intelligence » (N° 14).

LE YOGI ET LE COSMONAUTE

Tout pour l'intelligence, tout par l'intelligence, telle est la loi de l'humanisme évolutionnaire cette « sorte de religion sans révélation » (N° 21). L'homme est appelé à connaître le monde mais à ne connaître que le monde. « Une religion humaniste n'a pas d'autre fonction que d'aider l'homme à se relier consciemment à l'univers, à s'accomplir dans l'évolution, à se découvrir » (N° 12) précise J. Huxley.

Les mythes de toujours

Cette religion de l'Ailleurs et de l'Intelligence, dont « tout le credo serait en accord avec la pensée moderne » (N° 12) quelle doctrine enseigne-t-elle ? On peut la lire en filigrane, ou même explicitement formulée, dans Planète. En vérité cette religion n'a pas encore élaborée systématiquement son Anthropologie fondamentale et elle consiste, surtout, en quelques mythes primordiaux. On peut en discerner trois principaux. Observons, immédiatement, qu'il s'agit de mythes millénaires dont les multiples religions se sont nourries et que l'on ne manque pas de trouver à la source de la plupart des traditions occultistes.

Le premier mythe que nous citerons est le *mythe du renouvellement*. Le désir de renouvellement hante l'âme de n'importe quel homme, de n'importe quelle société. En Planète, il ne s'exprime ni dans la croyance à un renouvellement saisonnier « le Nouvel An », ni dans la croyance au renouvellement sacramentel, — le bain baptismal. Il ne s'exprime pas non plus à travers une foi politique : l'attente de la Révolution nationale ou de la Révolution prolétarienne. Il se formule à travers l'idée que « l'homme n'est pas un être accompli » qu'il peut être dépassé c'est-à-dire que « son intelligence et ses pouvoirs peuvent devenir autres que ce que nous en savons » (N° 1). Il se formule également à travers l'annonce que la « métamorphose explosive de l'humanité » (N° 21) conséquence de l'accélération de toutes les évolutions, débouchera dans des changements qualitatifs.

Ce mythe s'alimente probablement à une double source. L'observation des bouleversements qui entraînent, de fait, une évolution profonde ainsi que le désir passionné de l'âme moderne d'exister ailleurs et autrement d'une part. De ce dernier point de vue, il est symptomatique que l'idée de « métamorphose explosive » prenne le relais instantané de l'espoir révolutionnaire. D'autre part, elle appartient à la Doctrine Secrète. Madame Balavski (6) parle avant Teilhard de Chardin, de la Cosmogénèse et de l'Anthropogénèse.

Le second mythe fondamental est le *mythe de l'éternel retour*. Ce mythe n'entre pas en contradiction avec le précédent et le culte des « Chevaliers du Troisième Millénaire » — ou des Cosmonautes — ne contredit pas celui des Géants de l'ère secondaire et des Yogi. Le temps de Planète n'est pas successif ; il est cyclique. Le « monde futur » n'est que la reprise des « civilisations disparues ». L'« Ultra humain » n'est que l'aventure récupérante des Initiés primordiaux. « Je crois, lit-on, que nous ne faisons que revivre à notre manière une éternelle aventure, que les aboutissements lointains et inconnus de l'humanité ont, déjà, été atteints par un nombre infini d'autres humanités » (N° 21). Aucune page ne montre mieux cette conception du temps que les pages 70 à 74 et 75 à 85 du numéro 14. Il y a là un somptueux parallèle photographique des Chevaliers

médiévaux et des fameux Chevaliers du III^e millénaire, les Cosmonautes. Grâce à ce mythe, Planète peut exalter le futur sans mépriser le passé. Au bout de la croyance, le temps éclate et devient un éternel présent. Nous sommes contemporains du passé, de notre époque et du futur.

Ce mythe s'enracine, également, dans la tradition occultiste. Il correspond profondément, d'autre part, à des hommes qui constituent « le musée imaginaire de la sculpture mondiale » et qui admirent les grandeurs des civilisations qui furent mortelles. Il va de soi qu'il correspond, enfin, à ce désir d'un homme sans limitation qui palpète au cœur de Planète.

Le troisième mythe de la religion moderne telle que la professe Planète est le *mythe de l'âme universelle*. Le besoin passionné que manifeste Planète d'affirmer « l'existence d'intelligences extra-terrestres », l'existence d'une « pluralité du monde » en même temps que l'intérêt qu'elle porte au « mystère du monde animal » et surtout, cette manière de décrire les mœurs des animaux en les rapprochant des sociétés humaines — « la hiérarchie du poulailler » (N° 9) ; « les animaux planifient-ils leur naissance ? » (N° 14) — ne sont pas le fruit de la fantaisie ou d'intuitions scientifiques. La clé de la fréquence et de l'importance de ces thèmes réside dans une conception du monde ou plus exactement de ce qu'on pourrait appeler, l'étoffe du monde. Le Cosmos de Planète n'est ni matière ni esprit. Et c'est pourquoi le débat Matérialisme ou Spiritualisme n'a aucun sens dans la perspective de Planète. Il est une réalité primordiale parcourue par une certaine conscience. Il me semble que la vision de l'homme et des choses qu'a Planète s'explique à la lumière de cette phrase de Mme Balavski : « Tout dans l'univers, dans tous ses règnes est conscient c'est-à-dire doué d'une conscience qui lui est particulière... La matière « morte » ou « aveugle » n'existe pas (6). En particulier, la théorie des mutants s'éclaire sur ce fond, l'Ailleurs n'est pas vide. La « désoccultation générale de la connaissance et du pouvoir » (13) achemine à l'évanescence de la personne dans l'énergie primordiale qui est source de toute existence. Alors on peut dire « ce qui s'occupe de moi n'a pas de visage, pas de costume, pas d'accent, pas d'histoire » (Saint Quelqu'un). « La peau épaisse » tombe. « Il est doux de n'être plus serré sur soi, de s'étendre loin de son enveloppe et de baigner dans ce bonheur des choses sans hier ni demain » (Id.) pense-t-on avant de lancer le cri de la liberté que procure l'anéantissement « Ailleurs je n'existe pas. Ailleurs je suis un étranger » (Saint Quelqu'un).

L'illusion planétaire

Sans conteste Planète dit plus de choses sur l'astrologie, sur le rêve, sur le futur, sur les soucoupes volantes, les médecines différentes, etc., que l'on en a inventoriées au long de ces lignes. Elle en dit, cependant, moins qu'elle ne le prétend. Quoi qu'il en soit, nous pensons que le style, la philosophie, l'idéologie, l'esthétique, la politique de Planète ne sont que les expressions d'un choix au niveau de la conscience magico-religieuse. « Je n'ai jamais cessé, écrivait M. Pauwels dans l'éditorial initial au N° 1, de me poser les trois questions qui hantent l'espèce humaine et auxquelles celle-ci a plusieurs fois peut-être, trouvé réponse au

Fonder un sur-humanisme en quelque sorte...

cours du long voyage où l'on égare souvent ses bagages. D'où venons-nous ? Que sommes-nous ? Où allons-nous ? Nous n'avons rien fait d'autre, dans « Le Matin des Magiciens » que poser encore une fois ces questions mais d'une manière résolument présente, c'est-à-dire barbare : comme des hommes pressés, violents, tirant avec toutes leurs armes à la fois, du javelot à la fusée, de l'incantation à l'équation » (n° 1). C'est donc, bien l'énigme qu'est l'homme que Planète essaie de résoudre ou de sembler résoudre.

Que penser de Planète ? A franchement parler on éprouve des mouvements divers au cours de la lecture de Planète, à la première lecture cette revue apparaît comme éberluante ou bouffonne ; il prend envie de rire ou de sourire. « Les coups de téléphone dans le futur » (N° 5), « Le baiser du dieu noir » (N° 22), « La terrible histoire de l'homme non latéral » (N° 12) autant de titres que l'on retient et que l'on ne peut prendre que pour des pitreries. A la seconde lecture on sourit encore, il ne faut jamais cesser de sourire en lisant Planète ; néanmoins, il est quelques accents qui séduisent. Si l'on ne s'attache point aux illustrations d'un érotisme facile dont tend parfois à abuser Planète, « l'amour Planète » fait sa part au sublime. L'amour dont rêvent les Magiciens est proche de celui dont rêvaient les Troubadours quand ils l'inventèrent pour la première fois. D'autre part, dans cette société où l'intelligentzia joue au pédantisme sociologique ou professe un bonheur grassouillet, « le romantisme cosmique » réchauffe l'âme ; on n'a pas le choix. « L'exaltation du « feu de forge de l'humanité » (N° 13), du « Monde des forgerons » (N° 5), l'aspiration à un nouvel humanisme, l'aspiration « à plus être » (N° 21) plaisent quand on craint que la société glisse vers un monde de l'avoir.

Hélas ! à la troisième lecture, on éprouve une déception certaine. D'abord, on se prend à sentir, sur soi la peur. Ces Magiciens sont vraiment, trop sûr d'eux ; pour être des « chercheurs » véritables, ils ont trop de certitudes. Ils affirment qu'ils ne sont pas des papes mais on sent en eux, de la graine d'Inquisiteurs. Raymond Abellio doit avoir raison quand il écrit : « Chez les Guides spirituels nous notons un besoin de communion et chez les Magiciens un besoin de possession. » On se met à craindre que les Magiciens ne développent, en leurs adeptes, que la volonté de puissance et qu'ils correspondent excessivement au besoin que l'on constate chez les responsables de se prendre pour des sur-hommes. La société magique serait une société raciste. Le racisme de la peau y serait supplanté par le racisme de l'intelligence. La variante est faible. Les Magiciens font peur.

(6) Mme Balavski : « La Doctrine secrète. Synthèse de la science, de la religion et de la philosophie » (1893).

D'autre part, on est miné par la perplexité. Les Magiciens ne résolvent pas les problèmes qu'ils posent. Ils n'éclairent pas les mystères de l'homme. Ils font illusion. Ils se donnent des facilités. D'ailleurs, il est probable qu'ils le savent et que cette conscience de leur insuffisance explique qu'ils préfèrent s'exprimer sur un mode incantatoire en vociférant, en gesticulant, en multipliant les artifices.

Au fond, il est facile de dissiper les mystères et le tragique de la condition humaine en réduisant la personne à une intelligence et même en liquidant la personnalité au profit du magna cosmico-collectif. La terre des hommes est sans mystère, ou presque, si aux hommes à « peau épaisse » on substitue l'Homme. On ne court plus le risque d'achopper sur l'insondable difficulté que pose la communication des personnes, leur dévoilement dans le dialogue. La société magique est une société où les personnes sont réduites au rôle de cellules du Grand Cerveau. On a ainsi licence de les manipuler selon les convenances de l'efficacité et de la plus grande cérébralisation. L'ennui c'est qu'on élude le véritable problème. On largue toute la quête occidentale dont l'âme réside dans cette tension entre les maxima contradictoires pour écrire comme Denis de Rougemont ; la personne et la communauté. On passe à l'Orient. On manque la synthèse créatrice, les épousailles dont l'humanité a la nostalgie.

Les Magiciens ne peuvent donc nous aider. Leur problème n'est pas le nôtre puisqu'ils bradent la personne individuelle. Je ne suis pas sûr qu'ils résolvent leur propre question. Ils rêvent d'« homme sans murailles ». Or, l'univers qu'ils nous présentent est étrangement clos. L'individu désocculté n'est pas un individu sans murailles. Celles-ci ne sont que reculées. Le cosmos est illimité, je le concède. Il n'est pas infini. Qu'on le veuille ou non, l'homme des magiciens n'est pas sans rivages. Il est engagé dans le cosmos. A bien considéré, l'homme cosmique est étriqué. L'espace de la religion transnaturelle est opprimant. La grandeur doit être ailleurs. Elle doit être différente. Les Magiciens ne sont que des enchanteurs. Il ne faut point s'en laisser conter ni au nom des Yogi ni au nom des Cosmonautes. Il ne suffit pas d'échapper à la pesanteur des sens ou des logiques pour être délesté de la pesanteur de l'être. Il ne suffit pas d'être Yogi ou Cosmonaute pour être libre.

Le romantisme cosmique est bien peu aventureux. Il n'a pas les hardiesses qu'il prétend. « L'optimisme des constructeurs » repose sur trop de certitudes pour être davantage qu'une incantation. Les voies de l'intelligence sont toujours sûres et assurées. L'aventure humaine est autre, elle est ailleurs qu'à Planète.

René PASCAL.

ÉTUDE —————

HITLER

cet inconnu

par

Jean-Marie DOMENACH

A la différence des grands tyrans du passé, Hitler, jusqu'à présent du moins, n'a pas suscité de légende posthume. Chose plus étrange encore, il ne semble guère avoir intéressé les historiens et les spécialistes de sciences humaines. Quand on voit le nombre de ceux qui s'attachent à résoudre les énigmes du passé, comme celle des Etrusques, on se dit que des centaines de savants devraient s'employer à comprendre la nature du tyran le plus monstrueux que le monde ait connu. Mais non : Hitler est presque abandonné à l'incognito. Sans doute sa figure semble-t-elle trop en dehors des normes humaines. « Le nazisme, écrit Max Picard (1), n'est pas un épisode de l'histoire, mais une intrusion et une rupture dans l'histoire. » Mais c'est affirmer a priori que l'histoire est de nature rationnelle. Qu'on le veuille ou non, Hitler fait partie de l'histoire (et il s'en fallut de peu qu'il en devint le maître pour quelque temps). Le problème est précisément de réintroduire Hitler dans l'histoire, c'est-à-dire de concevoir une histoire où Hitler a été possible.

A la fin du film *Mein Kampf*, on peut voir une image extraordinaire : Hitler, avec un sourire attendri, caresse le visage d'une jeune recrue du *Volksturm*, un de ces garçons de seize ans que le nazisme aux abois jette dans la bataille. Après tant de parades et de massacres, cette scène est bouleversante parce qu'Hitler y apparaît tout à coup comme un être sensible, pareil à chacun de nous. Il faut penser à lui comme à un semblable. Et c'est ici que s'ouvre l'abîme : pour notre sécurité, nous préférons le voir comme un monstre sans rapport avec l'humanité commune. Mais nous n'avons pas le droit de le rejeter de l'espèce humaine ; nous n'avons pas le droit de nous comporter avec lui comme il se comporta avec des groupes ethniques entiers. Il n'y a qu'une histoire et il n'y a qu'une humanité. Jusqu'à la fin, la race humaine devra porter le souvenir et la honte de cet homme, et se demander comment elle a pu l'engendrer.

Connaître Hitler, ce n'est pas seulement une besogne scientifique et un devoir moral, c'est aussi une précaution politique. Lorsqu'il est apparu, personne n'a compris, ni imaginé, qui il était. Même la haine n'a pas éclairé ses adversaires. Longtemps, des leaders politiques comme Léon Blum ou Winston Churchill se firent illusion sur lui (2), et W.-L. Shirer nous montre les ambassadeurs des puissances démocratiques, qui pourtant vivaient à Berlin, eux-mêmes séduits et faisant confiance au dictateur nazi jusqu'au jour de la déclaration de guerre. Notons-le au passage : les marxistes ne furent pas plus lucides que les autres ; ceci de-

(1) Max Picard : *L'Homme du néant* (La Baconnière, Neuchâtel, Suisse, 1946).

(2) Les nombreuses biographies publiées lors de la mort de Churchill ont justement loué sa résistance de 1940. Aucune, à ma connaissance, n'a osé rappeler cette lettre ouverte à Hitler, publiée par le *Times* en 1938, dans laquelle Churchill écrivait : « Si l'Angleterre devait subir un malheur national comparable à celui de l'Allemagne de 1918, je prierai Dieu de nous envoyer un homme qui aurait une force de volonté et d'esprit égale à la vôtre. » (Cité par Karl Jaspers : *Die Schuldfrage*, 1946.)

vraiment nous rendre tous modestes sur nos interprétations du présent.

Cet article ne prétend pas apporter la lumière sur le cas d'Hitler. Il me semble que, pour le moment, la vérité doit être cherchée à mi-chemin des travaux historiques et des interprétations imaginaires. Le mystère de cet homme défie les méthodes des historiens (3), et pour le cerner, il faut utiliser aussi des approches politiques, mythologiques, théologiques. Un nouveau Shakespeare, peut-être, serait capable de restituer Hitler. En attendant, mon but est de passer en revue quelques-unes des figures qui lui ont été attribuées par ses contemporains.

LE GANGSTER.

La première représentation d'Hitler, nous irons la chercher dans la pièce de Bertolt Brecht : *La résistible ascension d'Arturo Ui* (4). C'est l'histoire d'un gangster napolitain de Chicago qu'un certain « trust des choux-fleurs » a embauché pour imposer son monopole. Sous des noms transparents, les principaux complices d'Hitler figurent dans ce *Lehrstück* de Brecht. Arturo Ui, c'est l'image d'Hitler lui-même : homme de rien, surgi des bas-fonds, mais qui, par la ruse et la terreur, impose la dictature de son gang aux autorités, puis devient le maître incontesté de la ville.

Le grand mérite de Brecht est de mettre en lumière l'importance de la situation économique et du milieu social dans l'ascension d'Hitler. Certes, Brecht était communiste, et sa pièce est une critique marxiste du capitalisme. On peut admettre cependant que le capitalisme européen, en détruisant l'ordre traditionnel sans le remplacer, a préparé l'avènement des brutes. Un système fondé sur le profit, lorsqu'il entre en crise, ne trouve plus de salut dans les valeurs et les élites qu'il a détruites. Pour répondre à l'angoisse apparaissent des « sauveurs » qui emploient tous les moyens, avec la complicité des autorités établies. On sait que les magnats de l'industrie, les chefs de l'Armée, les dirigeants de la politique et même des dirigeants ecclésiastiques soutinrent l'entreprise hitlérienne. C'est là un scandale dont la conscience européenne porte encore la marque. Ernst Jünger dont les premières œuvres ont préparé le terrain idéologique du nazisme — d'un nazisme dont il fit plus tard une critique voilée (5) — Ernst Jünger a écrit : « En plein cœur des catastrophes, il est édifiant de voir comme les éléments d'ordre suivent long-

(3) Ceci ne signifie pas que les recherches historiques soient inutiles, au contraire. Nous possédons déjà plusieurs ouvrages qui nous apportent sur Hitler et son système une masse de renseignements. En particulier : Alan Bullock : *Hitler, a study in tyranny* (Harper and Brothers, 1952) et William L. Shirer : *The rise and fall of the third Reich* (Simon and Schuster, 1960) (traduit en français aux Editions Stock sous le titre : *Le III^e Reich*).

(4) Cette pièce a été présentée à Paris en 1961 par le Théâtre National Populaire. A cette occasion, Jean Vilar, dans le rôle d'Arturo Ui, donna une évocation hallucinante du *Führer*.

(5) Dans cette admirable « parabole » qui s'appelle *Auf den Marmor-Klippen* (Sur les falaises de marbre, Ed. Gallimard).

HITLER, CET INCONNU

temps et presque jusqu'à la fin. » Les conséquences de la Grande Guerre, la crise économique constituèrent le terrain d'éclosion du nazisme.

Tout cela, Brecht nous le montre admirablement, ainsi que la manière dont Hitler sut utiliser les forces sociales conservatrices. Cependant, il ne répond pas vraiment aux questions essentielles : Qui était cet homme ? et pourquoi fut-il suivi ? On peut même dire qu'il les obscurcit. Car si vraiment Hitler n'était que ce petit gangster cynique, comment a-t-il pu dominer une des nations les plus civilisées du monde ? Comment des hommes d'Etat, des magistrats, des philosophes, des archevêques, ont-ils pu voir dans ce bandit l'incarnation de l'ordre, le porte-parole des traditions germaniques ? Et comment les élites politiques et religieuses d'Europe et du monde ont-elles pu traiter cet assassin hystérique en chef d'Etat ?

Brecht, en disciple du marxisme, nous fait comprendre la responsabilité d'un ordre social privé de cohérence et de valeurs. Mais, finalement, son marxisme se retourne contre la leçon qu'il prétend nous donner. Comment l'ascension d'Arturo Ui était-elle « résistante », si un tel bandit est produit par le capitalisme comme le ver par la pourriture ? Parmi toutes les nations capitalistes en crise, une seule a suscité, une fois, Hitler. Pourquoi fut-ce l'Allemagne, et qu'y avait-il dans la doctrine de ce tyran, qu'y avait-il dans son âme qui pût enthousiasmer des millions d'hommes au point qu'ils se reconnurent en lui et se précipitèrent, pour lui, dans la mort ?

La pièce de Brecht, si réussie et impressionnante qu'elle soit, laisse dans l'ombre ces interrogations. On ne saurait le lui reprocher fortement. A l'époque où elle fut écrite, combattre importait davantage que comprendre. Présenter Hitler comme un voyou, c'était faire œuvre polémique et saine ; c'est dire : celui qui domine aujourd'hui l'Europe et qui veut dominer le monde n'est pas un génie, un être supérieur, mais au contraire une de ces canailles que les sociétés civilisées jettent en prison. De la même façon, deux ans plus tôt, Charlie Chaplin dans *Le Dictateur* nous avait présenté Hitler comme un pantin et un petit délirant. En nous faisant rire du tyran, il le désacralisait, il le ramenait à la mesure humaine. Cet homme déifié, il nous incitait à le mépriser, et c'était une manière de nous délivrer de la peur. Mais ce film, lorsque nous le revoyons aujourd'hui, nous laisse un sentiment de gêne. Non seulement parce que nous avons, depuis, appris les horreurs des camps de concentration, mais parce que nous avons peine à croire que le monde entier ait pu trembler devant un imbécile. Et il est regrettable que Robert Neumann (6), en présentant une passionnante collection de photographies d'Hitler, l'ait, lui aussi, présenté comme un *grausiger Hampelmann* (« un sinistre pantin »).

En réalité, l'histoire montre que Hitler avait une sorte de génie, même en matière stratégique. Et l'histoire pourrait nous aider à restituer le phénomène hitlérien dans un certain courant allemand qui commence au début du XIX^e siècle. Mais, à ma connaissance, l'étude

de cette filiation n'a pas été faite. Le Deuxième Reich, par bien des points, annonçait le Troisième, mais des historiens aussi compétents que Shirer ne semblent pas s'en soucier. Malgré les excès de leur patriotisme, des auteurs français comme Charles Péguy et Léon Bloy avaient prophétiquement aperçu, dans l'impérialisme allemand du début de ce siècle, la préfiguration de la monstrueuse tentative hitlérienne.

Fascisme et nazisme doivent être replacés dans une continuité historique. Je ne crois pas qu'ils représentent un épisode aberrant : ils correspondent à des tendances profondes de l'esprit humain, auxquelles une situation particulière a donné la possibilité de se développer en certains pays. Mais qui donc a essayé de réfléchir sérieusement aux relations profondes qui existent entre des dictateurs frénétiques et l'inconscient des peuples ? On préfère s'attacher à des particularités pathologiques ou grotesques ; on préfère, pour le confort mental de nos sociétés, reléguer ces dictateurs dans le musée des anomalies.

LE TENTATEUR.

Nous possédons pourtant un admirable ouvrage qui peut nous faire avancer sur le chemin de la vérité : c'est *Der Versucher* (*Le tentateur*, 7), un roman de l'écrivain autrichien Hermann Broch, l'auteur de *La mort de Virgile*. Le héros, qui figure Hitler, n'est pas sans rapport avec Arturo Ui. Comme lui, c'est un Méridional. Remarquons-le : les deux incarnations littéraires du personnage d'Hitler sont deux voyous latins, deux petits hommes bruns, venus d'un Sud misérable. Faut-il y voir un ironique retournement du racisme nazi, qui privilégiait le grand aryen blond, ou simplement une caricature d'Hitler lui-même qui, né en Autriche, volubile, gesticulateur, pathétique, pouvait être ressenti par des Allemands comme un homme venu du Sud ? Les deux à la fois, probablement. Marius Ratti, le héros de *Der Versucher*, est un vagabond qui arrive un jour dans un village tyrolien. D'abord suspect, il s'impose vite par son éloquence. Il dresse les villageois contre la civilisation des villes, contre la technique (il les pousse à briser leurs postes de T.S.F.) ; lui, l'étranger, il devient le maître du village et le dresse contre les gens du dehors ; par son éloquence, il persuade la quasi-totalité des gens qu'il y a de l'or dans une vieille mine abandonnée. Subjuguée par son bagout, la population se jette dans une sorte d'hystérie païenne et finit par célébrer un sacrifice humain. Désormais complice du crime, elle se trouve à la merci de ce clochard qui est à la fois son grand-prêtre et son tyran.

Bien qu'il ait été écrit en 1934-35, c'est-à-dire deux ans après l'avènement d'Hitler, ce roman contient d'extraordinaires intuitions, que les recherches historiques entreprises après la guerre ont confirmées. D'abord, il donne à la figure du voyou anonyme telle que Brecht l'a retenue, le prestige, l'aura d'un fondateur de religion. C'est une mystique, c'est un culte nouveau qu'Hitler est venu apporter sur terre. Et sans aucun doute, le nazisme a été une résurgence brutale du « sacré » primitif en pleine époque de « civilisation » technique :

(6) Hitler, *Aufstieg und Untergang des Dritten Reiches* (Kurt Desch, München).

(7) Titre français de l'ouvrage, aux Editions Gallimard.

Un tentateur écouté.

culte du sang, des arbres, du feu ; apologie de la force virile à l'encontre de la soumission chrétienne ; recherche d'une communauté fraternelle qui se substitue à l'individualisme démocratique. En nous montrant Marius Ratti qui prêche la destruction des postes de T.S.F., Hermann Broch nous livre une clé essentielle : le nazisme fut d'abord une réaction contre les conséquences de la technique : l'urbanisation, l'industrialisation (8). Mais Hitler eut l'habileté de canaliser cette réaction vers des mythes exaltants (le peuple, la race, la conquête des grands espaces) et, bien loin de préconiser, comme Gandhi, l'abandon des procédés techniques, il sut les mettre au service d'une mystique foncièrement rétrograde et hostile à la civilisation moderne.

Hermann Broch nous introduit aussi à une compréhension intime du personnage. C'est un déclassé, un raté. Hitler a traîné sur le pavé de Vienne en vivant d'expédients. Mais il n'appartient pas à l'espèce des criminels ordinaires, comme on pourrait le croire d'après Brecht. Les malhonnêtetés qu'Hitler a commises d'abord comme indicateur de la police autrichienne, ensuite comme chef d'Etat, n'avaient pas leur origine dans le désir d'argent ou de jouissance, mais dans son fanatisme pour une cause qu'il servait par tous les moyens.

A l'origine Hitler est un vertueux, un « pur », aigri dans sa pureté. C'est un ascète, un végétarien. Le peuple reconnu en lui un pauvre et un sacrifié. Aux yeux d'une masse plongée dans la misère et le désespoir, Hitler revêtit le caractère d'un être voué et humilié à qui sa foi, son endurance donnèrent le pouvoir de triompher en rachetant son peuple. Un ersatz de Christ : car des éléments chrétiens sont visibles dans la mythologie païenne de l'hitlérisme.

Ce n'est pas par hasard, ce n'est pas à partir de rien qu'Hitler s'empara de l'Allemagne. Non seulement il représente l'aboutissement d'une fibre de l'histoire allemande, mais encore et surtout, comme Broch nous le fait comprendre, il eut le génie de libérer un formidable potentiel de violence qui dormait au fond de l'âme collective. Ses paroles, son personnage galvanisèrent des puissances profondes. Il fallait pour cela savoir choisir les mots et les mythes. Hitler fut le « tentateur », *Versucher*, à la manière de Satan sur la montagne, mais un tentateur écouté. Il fut aussi, au sens fort, le « séducteur » — *Verführer* : le berger qui sépare le troupeau, et en entraîne une partie dans l'abîme.

LE GRAND SORCIER

Aujourd'hui, l'aspect magique de sa tentative commence à être mieux connu. Mais on n'a guère songé à appliquer notre connaissance, pourtant étendue, des

(8) C'était déjà la source profonde du nationalisme français au commencement du XX^e siècle, chez Charles Maurras et Maurice Barrès (cf. J.-M. Domenach : **Barrès par lui-même**, aux Editions du Seuil).

ÉTUDE

mentalités primitives à l'hypnose collective qu'Hitler suscita dans une Allemagne que la défaite et la crise avaient démoralisée. Hitler n'était pas un doctrinaire : il n'a même pas tenté, comme Mussolini, de réfléchir sur le pouvoir, et d'édifier une théorie de l'Etat totalitaire. Son « système » est une constellation apparemment incohérente de thèmes d'origine très diverse, qui trouveront leur unité profonde dans l'inconscient du peuple allemand. Car il eut l'intuition que ce peuple pouvait être traité comme une tribu (9). D'où la réussite foudroyante de ses incantations, de sa mythologie et de ses emblèmes. Tout cela aujourd'hui paraît sans lien avec la réalité et nous donne l'image d'un « pantin ». Mais au contraire, il se noua un lien vital, immédiat, entre une psyché collective et un homme aux qualités de médium. Toutes les interprétations historiques ou économiques sont secondaires par rapport au contenu magique du nazisme. Hitler, d'instinct, a su retrouver et recréer les traits fondamentaux d'une société primitive. Que ce délire pré-logique ait pu éclater et s'organiser en plein XX^e siècle (« le XX^e siècle est le siècle des cultes » prophétisait Ernst Jünger), voilà qui ne devrait pas cesser de nous faire réfléchir sur la fragilité de certaines notions culturelles et politiques que nous croyons les mieux enracinées. Le stalinisme devait nous fournir plus tard un autre exemple de cette résurgence de délires primitifs au sein d'une société en voie de rationalisation.

Hitler subit une forte influence du pseudo-savant autrichien Horbiger (10). Pour Horbiger, qui reprenait de vieilles cosmogonies (comme celle des Incas), la terre avait connu une série de « lunes » et de glaciations successives. Géants et petits hommes alternaient, selon que le soleil se rapprochait ou s'éloignait de la terre. Le soleil, c'est la source de l'énergie, du Feu brûlant et régénérateur — ce soleil qu'on retrouve stylisé dans la *svastika*. Hitler croyait de toute son âme à cette efficacité purificatrice du feu, qu'il identifiait avec sa propre cause. L'hiver russe devait céder devant son Armée ; « Là où j'avancerai, disait-il, le froid reculera. »

La cosmogonie d'Horbiger fournit le cadre du racisme hitlérien. En effet, si notre époque appartient à une période de refroidissement, il subsiste, invisibles, noyés dans la masse des esclaves, des descendants des géants. Il convient de les réactiver, de les regrouper, pour rétablir leur suprématie. C'est ici qu'interviennent certains thèmes nietzschéens que Ernst Jünger a particulièrement mis en valeur. La race supérieure se forge dans la douleur, sur les champs de bataille, sur les « chantiers d'anéantissement ». L'ordre humain ressemblable au Cosmos en ceci que, pour renaître à neuf, il doit « plonger dans la flamme » (Ernst Jünger). Une élite historique doit assurer l'avènement d'un système impitoyable pour les faibles, mais glorieux pour les forts. On voit comment cette exaltation de la dureté conduisait

(9) Cf. à ce sujet : Jean Amsler : **Hitler vu par lui-même** (Editions du Seuil).

(10) Louis Pauwels et Jacques Bergier en ont parlé longuement — et non sans complaisance — dans leur livre **Le matin des magiciens** (Gallimard).

également à l'héroïsme des soldats allemands et au massacre organisé des camps de concentration (11).

D'autres influences précisèrent la doctrine d'Hitler : en particulier celle d'un prêtre autrichien illuminé, Lanz, qui fonda la « secte des Templiers ». Pour Lanz, il y a des « fils de la lumière » et des « fils des ténèbres ». Les premiers constituent la race aryenne ; les autres sont les races inférieures : nègres et juifs spécialement. Dans les conditions particulières de la capitale autrichienne avant la Première guerre mondiale, ces fantaisies théologiques cristallisèrent sur les Juifs la rancune d'Hitler. Ceux-ci lui apparurent comme l'incarnation du Mal, et ce fut la ligne constante de son délire, jusqu'à la fin. Notons bien qu'Hitler commença sa carrière comme un militant de la Vertu, en dénonçant des prostituées, et dans ses premières indignations contre les Juifs, il leur reproche surtout d'être des proxénètes. A la fin de sa vie, il explique encore ses défaites par la malfaisance de la « juiverie » et la corruption qu'elle a introduite partout ; il parle du « nez indécent » et des « narines vicieuses » des Juifs ; il dénonce la France enjuivée comme une « prostituée » (12). Adolf Hitler s'est toujours affirmé comme un défenseur de la morale, bien que — et c'est encore l'une de ces contradictions qui firent sa force — il n'ait pas hésité à se servir des individus les plus tarés et des procédés les plus ignobles.

L'obsession sexuelle, qui est à la base de l'antisémitisme hitlérien est évidemment morbide. Jean Amsler, croit pouvoir affirmer que « l'apparition d'un symptôme fruste de Basedow (excès thyroïdien) à l'âge pubertaire a infléchi dans des voies anormales la vie sexuelle d'Adolf Hitler ». Selon J. Amsler, la transe oratoire de Hitler comportait une satisfaction érotique. Tout cela est bien possible, mais n'atteint pas le fond des choses. La pathologie sexuelle est très riche, et elle peut contribuer aussi bien à l'extase du mystique qu'à la folie meurtrière du dictateur. En tout cas, ce n'est pas la sexualité qui établit la communication entre Hitler et

(11) Les propos d'Hitler rapportés par Hermann Rauschning abondent en évocations du rôle régénérateur de la souffrance et de la mort. Au dernier moment, alors que tout s'écroulait autour de lui, Hitler escomptait encore un destin radieux pour son peuple, à cause de l'excès même des épreuves : « Plus nous souffrirons, et plus éclatante sera la résurrection de l'éternelle Allemagne ! » (**Bormann Vermeke**. Propos tenus le 2 avril 1945. Traduction française : **Le Testament politique de Hitler**, Librairie Arthème Fayard).

(12) **Bormann Vermeke** (propos d'Hitler tenus le 14 février 1945).

HITLER, CET INCONNU

le peuple allemand. Elle était à l'arrière-plan d'une identification magique, dont le langage puisait à d'autres sources.

Ernst Jünger, qui a frôlé ces abîmes d'où sortit le monstre nazi, a bien senti cette force troublante, quasi-démoniaque, de Hitler : « Il avait le visage blafard et peu caractérisé du type lunaire. Il tirait ses forces de l'indéterminé, les accumulait et les réfléchissait comme un miroir concave ; c'était un preneur de rêves. J'ai vu, plus tard, le portrait de sa mère : il est révélateur. De telles images suscitent des pensées relatives à un autre côté des choses, une histoire secrète et démoniaque, qui ne sera jamais écrite. Il a probablement passé par une rêveuse jeunesse (13). » (1946).

Si Hitler a pu capter ces forces dormantes, c'est probablement parce qu'il ne relevait pas lui-même d'une tradition, d'un milieu bien caractérisés. Personnellement, je serais porté à suivre l'interprétation que suggère Hermann Broch : Hitler est un étranger, un inconnu dans la cité, un homme venu d'on ne sait où et qui n'a pas sa place parmi les hommes. L'extrême aliéné, le prolétaire total — et par-là le frère aberrant de tous ces déracinés, ces hallucinés, que le XX^e siècle jette dans l'hystérie totalitaire. Au lieu de s'adapter lui-même à cette société qui se ferme devant lui, il la maudit, il la rejette en bloc, et d'un passé oublié il fait resurgir une société barbare. D'autres s'enferment dans un délire paranoïaque ; lui a reconstruit une société sur le mode de son délire. Voir en lui un escroc est trop facile ; il était de l'espèce des fondateurs de secte, des créateurs de religion. Il avait entrepris de susciter un être nouveau, et il a vécu dans la hantise d'une mutation de l'homme, qu'il préparait par la purification de la race aryenne.

D'ordinaire, ce genre d'entreprise ne dépasse pas les bornes de sectes réduites et plus ou moins clandestines. Comment se fait-il que Hitler ait entraîné la masse d'un peuple ? Il y a à cela des raisons historiques particulières. Mais elles ne suffisent pas. A mon avis (mais la chose demanderait à être examinée de près), le succès du nazisme vient de ce qu'il s'est rattaché à l'un des courants religieux les plus puissants qu'ait connu le monde : le manichéisme. Et plus que d'un courant religieux, il faudrait parler d'une tendance permanente de l'esprit humain, qui est à la racine de la plupart des hérésies religieuses et des déviations doctrinales (le stalinisme ne fut-il pas une « manichéisation » du marxisme ?). Son problème personnel, Hitler l'a agrandi aux dimensions d'une lutte cosmique entre le principe du Bien et celui du Mal, conformément au dogme manichéen. En identifiant le Bien avec la race aryenne et le Mal avec la race juive, Hitler, suivant l'enseignement visiblement manichéen du prêtre Lanz, donnait une extraordinaire vigueur à sa théorie grossière. Les hommes recherchent plus ou moins consciemment à fixer leurs admirations et leurs antipathies sur des forces globales (aussi visibles que possible quand il s'agit du Bien, mais dissimulées quand il s'agit du Mal). Je pense que Hitler a su capter le courant souterrain du manichéisme pour en faire un système politique. Ce système, fruste et meurtrier, n'avait plus grand-chose de commun avec l'ascétisme évangélique et la civilisation raffinée des « cathares » du Moyen Age. Mais il a emprunté à la même source.

Le coup de génie d'Hitler est d'avoir transformé un refus personnel de la vie, de sa complexité, de ses difficultés, en une entreprise politique, économique et militaire extraordinairement efficace. Un de ses historio-graphes Trevor Roper, a écrit : « Hitler a conçu, entrepris et réalisé une grande révolution, en partant de rien, pour aboutir à la création d'un empire mondial [...] Il a contrôlé sa révolution à travers toutes ses étapes et même dans la défaite (14) ». Paradoxalement le paganisme anti-techniciste que nous décrit H. Broch a enrôlé à son service les puissances modernes de la technique. Ainsi Hitler sut-il exploiter les deux forces antagonistes de notre société : sa puissance technique et son horreur secrète de la technique, qu'elle exprime par le goût de l'astrologie et toutes sortes de frénésies esthétiques, sexuelles et quasi-religieuses. « La nouveauté formidable de l'Allemagne nazie, c'est que la pensée magique s'est adjointe la science et la technique (15) ». En six ans, Hitler fit de l'Allemagne une puissance capable de tenir tête au monde. N'oublions pas que ce furent des savants allemands qui inventèrent la fusée, dont procèdent aujourd'hui les satellites artificiels, et qui faillirent de peu mettre au point la bombe atomique. Si Hitler avait disposé de cette invention, il aurait sans doute imposé sa terreur au monde entier. Mais, au dernier moment, ce furent les « rationalistes à la mine ténébreuse » (E. Jünger) et les savants juifs exilés d'Europe qui firent éclater l'atome et mirent à la disposition du camp démocratique le feu suprême. Juste retour des choses : l'obscurantisme, l'antisémitisme hitlériens prièrent Hitler de la victoire finale.

Hitler, qui donc est-il ? Un malade, un sorcier, un génie de l'organisation ?... Tout cela probablement, en un composé unique dont on ne finira jamais de chercher le secret.

Pour les uns, il s'agit d'un cas aberrant, d'un fou génial, d'un phénomène qui n'a pas de précédent et n'aura pas de postérité, et qui ne s'explique pas plus que n'importe quelle monstruosité. Pour les autres, c'est au contraire le représentant de la masse, le délégué des passions collectives, le produit d'un peuple humilié. Georges Bernanos voyait en lui « le soldat allemand inconnu » poussé par la colère des imbéciles et fortifié par la lâcheté des démocrates (16) ; et beaucoup d'interprètes d'Hitler ont accentué, comme Charlie Chaplin, cette ressemblance avec l'anonyme, au point que le dictateur se confond avec le petit barbier juif... Comme Ulysse au Cyclope, mais non par moquerie, Hitler pourrait nous répondre « Je suis *personne* ». Tous ceux qui ont évoqué Hitler y ont discerné cette absence sans nom. « Alors je vis, fixé sur moi, le regard sans yeux, sortant du masque » (*Le tentateur*). Un regard venu d'ailleurs à travers un visage qui semble n'appartenir à personne — un regard d'homme pourtant, et qui reste posé sur tous les hommes.

Jean-Marie DOMENACH.

(13) Ernst Jünger : *Journal de guerre et d'occupation* (Julliard).

(14) Préface à *Le Testament politique de Hitler*.

(15) Pauwels et Bergier : *Le Matin des magiciens* (N.R.F., Gallimard).

(16) Georges Bernanos : *Les Enfants humiliés* (N.R.F., Gallimard).

LETTRE D'UN SOCIOLOGUE

par Michel CROZIER

DEPUIS dix ans l'épithète « sociologique » est devenue à la mode. De plus en plus elle a tendu à remplacer l'épithète « social » qui paraît avoir épuisé, au moins auprès du public cultivé, toute vertu incantatoire. Dès que le journaliste ou l'essayiste à la page veulent évoquer la « densité humaine » d'une situation, il leur faut désormais faire appel à des facteurs, un contexte, un arrière-plan, sinon même à des forces « sociologiques ».

Il n'y a pas de quoi s'indigner, me dira-t-on, et on ajoutera avec une pointe d'agressivité ou d'envie qu'un tel usage est le signe et la conséquence du succès de la sociologie comme discipline et que les sociologues, qui en bénéficient, sont mal venus à se plaindre de la publicité qui leur est ainsi faite.

Eh bien, le sociologue effectivement s'indigne et il lui faut absolument s'indigner s'il veut combattre pour le développement de la science à laquelle il se consacre. Le plus clair résultat de cet usage inconsidéré de références « sociologiques », en effet, c'est d'égarer le public en lui donnant l'impression complètement erronée que l'usage de la sociologie est très répandu et que cet usage est à la fois arbitraire et dangereux.

La situation est d'autant plus difficile à redresser que le journaliste qui parle « sociologique » ne cherche à faire moderne qu'en apparence. En fait il s'intéresse à ce monde mystérieux des déterminismes obscurs qui nous font ce que nous sommes pour l'exorciser et non pour le connaître. La connaissance donnerait confiance, elle susciterait un besoin de connaître davantage, elle commencerait à délivrer. L'exorcisme au contraire laisse à la fois effrayé et paralysé. On ne parle que pour signifier que l'on ne veut pas aller plus loin. L'homme qui explique par le « contexte sociologique » ne donne pas une explication qui appellerait contestation, recherche, vérification, il suggère à celui qui le lit l'image d'une extraordinaire toile d'araignée de déterminismes rigoureux que la machine électronique risque un jour de débrouiller, lui enlevant ainsi sa dernière illusion de liberté.

Pourquoi ? Ce qui est en jeu ici, me semble-t-il, c'est l'image que l'on se fait des sciences humaines. Le public est effrayé parce qu'il ne peut imaginer de développement scientifique autrement que dans la perspec-

tive d'un déterminisme grossier. Si la sociologie était effectivement ce qu'il croit qu'elle est, il aurait parfaitement raison de s'opposer à son développement. Il ne s'y intéressera que quand on aura réussi à lui démontrer qu'elle constitue comme toutes les autres sciences un instrument de libération et non pas de manipulation ou d'asservissement. Le sociologue a le droit de s'impatienter en écoutant ces multiples références qui renforcent le public dans son incompréhension. Il demande qu'on parle un peu moins souvent des « forces sociologiques » — que peut-on vouloir dire en fait quand on parle de forces sociologiques — et qu'on veuille bien regarder d'un peu plus près les résultats des recherches proprement « sociologiques » effectuées sur la réalité sociale, économique, culturelle. Il réclame avant tout qu'on ne parle pas de sociologie à tort et à travers et qu'on lui laisse présenter son propre cas lui-même.

Et d'abord quelques faits.

LA SOCIOLOGIE, DIT-ON, ENVAHIT TOUT

C'est faire vraiment beaucoup d'honneur aux quatre ou cinq douzaines de chercheurs qui s'efforcent péniblement dans la France de 1965 de se tenir au courant des progrès de leur discipline et pour les quelques-uns d'entre eux qui parviennent en outre, dans des conditions de travail fort déprimantes, à faire eux-mêmes œuvre originale. Non, la sociologie n'envahit pas tout. Certains sociologues ont de l'audience. Mais il y a plus d'opinions et de points de vue intelligents que de recherches véritables. Si le sociologue s'exprime en philosophe de la société, son influence n'est pas plus dangereuse que celle du philosophe. Ne parlons pas de machine électronique.

Mais, me direz-vous, les praticiens ? Ils sont quelques centaines, il est vrai, mais nous passons du domaine scientifique au domaine des techniques de formation. La formation est un domaine fondamental capable d'influencer, dans une certaine mesure au moins, le climat des entreprises. Mais les psycho-sociologues qui œuvrent dans ce secteur sont bien inférieurs à la tâche, en nombre et en qualité. Les besoins sont immenses, le problème très difficile, nous balbutions. Et

soulignons que l'impact de tous les formateurs actuellement en action est beaucoup moins profond que celui des leçons de philosophie des lycées et collèges. Personne ne s'inquiétait jusqu'à présent des conséquences réelles du type d'éducation que nous donne notre enseignement et des conséquences que peuvent avoir sur l'évolution de la société la transformation des attitudes et des comportements de ses membres.

A côté des formateurs, on trouve toutefois des praticiens qui sont vraiment des sociologues en action qui ne transmettent pas seulement des recettes de connaissance mais qui conseillent ceux qui décident et orientent parfois (dans une faible mesure) les décisions. Mais ni en nombre, ni en influence, ils ne pèsent beaucoup plus lourd que les chercheurs.

Sans aucun poids dans la conduite réelle des affaires, la sociologie n'a pas davantage d'influence dans la formation de la mentalité des dirigeants. Le nombre des sociologues dans les facultés est dérisoire comparé à celui des latinistes et plus de la moitié d'entre eux n'ont jamais fait de recherche empirique. La licence de sociologie qui a péniblement conquis droit de cité en 1957 n'est pas encore une licence scientifique spécialisée mais correspond tout juste dans son esprit et dans sa pratique à une propédeutique de sciences sociales. L'enseignement de la sociologie y compte tout juste pour un tiers et ce tiers ne consiste la plupart du temps qu'en présentation et discussion de théories sur la société.

Le mode de raisonnement proprement sociologique n'a donc encore absolument pas percé en France, même pas et peut-être surtout pas dans l'élite intellectuelle. C'est ce blocage qui suscite la floraison des anticipations aberrantes que nous constatons et déclenche en même temps les réflexes de défense d'une société profondément engagée dans ses illusions et qui craint à juste titre que la recherche ne les déchire.

Mais, m'objectera-t-on, nous voulons bien convenir que la sociologie n'a en France qu'une place très limitée. Cette constatation ne doit pas nous conduire automatiquement à conclure qu'il faut élargir cette place. Si une telle science ou pseudo science est plus nuisible qu'utile, réjouissons-nous d'être en retard en France dans un tel domaine.

LA SOCIOLOGIE CHERCHE A ADAPTER L'HOMME A LA SOCIETE

La fonction objective de la sociologie, dit-on dans cette perspective c'est d'assurer l'adaptation du comportement de l'homme à la société. En démontant les ressorts du comportement de l'homme en société, sociologie et psychologie sociale permettent de le contrôler et de le manipuler. Il ne sera plus possible de se révolter, ou même d'innover sans être traité de déviant et à la limite sans être soigné comme déviant.

Si en parlant d'adaptation on pense seulement au rôle que la connaissance peut jouer éventuellement pour l'amélioration de l'organisation sociale, alors il va de soi que comme toute science la sociologie peut jouer et jouera de plus en plus un tel rôle. Mais si on pense,

comme c'est généralement le cas, que la sociologie va contribuer à préserver le statu quo, va permettre d'adapter l'homme à la société, aux choses et non plus les choses, la société à l'homme, on se méprend totalement sur la réalité du travail du sociologue.

En fait de quoi a-t-on peur ? Que le sociologue démontre que les conflits qui occupaient une société, un groupe social, sont des conflits absurdes et qu'en faisant cette démonstration il dépouille cette société, ce groupe social, de son meilleur ferment d'activité, de progrès, d'innovation. Mais une telle crainte repose sur une contradiction. De deux choses l'une en effet, ou bien ces conflits ne sont pas absurdes et le sociologue ne peut pas démontrer qu'ils le sont sauf si son travail n'est pas scientifique et la seule façon d'empêcher de telles démonstrations c'est de développer la rigueur scientifique des travaux sociologiques, ou bien ces conflits sont effectivement absurdes, mais si absurde qu'il puisse être, un conflit n'est jamais sans raisons plus profondes ; un conflit « absurde » cache toujours un conflit plus réel ; démontrer qu'un conflit est absurde, c'est découvrir que le vrai conflit est ailleurs ; si donc le sociologue fait vraiment œuvre scientifique en découvrant le vrai conflit derrière les faux conflits, il ne supprime pas du tout la lutte, il la rend seulement plus claire, plus concrète, plus humaine. On peut préférer l'ignorance à la connaissance, mais on ne peut prétendre que l'ignorance est source d'activité, de progrès et d'innovation.

Mais, me dira-t-on encore, les sociologues donnent toujours l'impression de chercher à faire régner l'harmonie, d'avoir pour objectif non pas de comprendre les conflits, mais de les résoudre, c'est-à-dire, en poussant un peu, de les étouffer.

Il est vrai que de nombreux sociologues ont cru trop rapidement que comprendre pouvait signifier résoudre. Comme beaucoup de leurs contemporains, ils vivent dans cette illusion humaniste qui veut que la concorde et l'harmonie soient meilleures que la lutte et le conflit. Le succès des « relations humaines » a tenu à cette illusion. Mais cette conception n'a été soutenue en France que par une minorité de sociologues et elle est de plus en plus abandonnée. Il faut souligner en outre et surtout qu'elle n'a pu trouver crédit que grâce à des erreurs scientifiques, dues à des interprétations hâtives. Sous l'empire de théories a priori, on a mal compris des résultats de recherches intéressants pourtant en eux-mêmes. Ces interprétations n'ont pu être écartées que par les progrès du travail scientifique. Ce n'est pas en s'opposant à la science que l'on peut combattre une application erronée de résultats de recherches. C'est en poussant au développement scientifique qui permettra de prendre du recul, de découvrir les erreurs, et d'élaborer des interprétations plus compréhensives.

Les résultats des recherches les plus modernes, en tout cas, ne semblent pas pouvoir être facilement utilisés pour justifier l'adaptation de l'homme à la société. Elles semblent mettre en évidence au contraire l'importance et l'utilité du conflit et les conséquences défavorables de tout effort d'adaptation imposé d'en haut.

Je découvre, par exemple, dans une enquête récente, que l'attachement passif, que l'on obtient d'un

PROBLEMES

subordonné en jouant des avantages matériels et moraux qu'on peut lui offrir comme prime à sa fidélité, n'entraîne pas du tout sa meilleure participation à la vie de l'entreprise, tout au contraire ; ceux qui sont les mieux informés, les plus intéressés, les plus actifs, les plus capables et les plus désireux de participer ne sont pas les employés loyaux et fidèles, mais ceux qui se sentent les plus libres à l'égard de l'entreprise, ceux qui pensent à la quitter, ceux qui ne sont pas dépendants. Libre évidemment au patron qui lit les résultats de l'enquête de préférer les méthodes paternalistes qui lui procureront de bons chiens fidèles. Il devra toutefois se rendre compte que ce n'est pas en adaptant l'homme à son entreprise qu'il parviendra à stimuler l'activité, les progrès et l'innovation au sein de son personnel.

LA SOCIOLOGIE DEPOUILLE L'HOMME DE SA LIBERTE

Mais la connaissance, dira-t-on encore, est un moyen d'asservissement dans la mesure où elle rend possible de tout faire décider par la machine. Le jour où le développement de la sociologie permettra d'introduire la connaissance des faits humains dans la machine, l'homme n'aura plus rien à décider puisqu'on pourra désormais découvrir scientifiquement la solution qui assurera le plus grand bonheur du plus grand nombre de personnes.

Cette vision déterministe grossière des possibilités de la science fait penser aux caricatures du progrès que se faisaient les conservateurs de la fin du dix-neuvième siècle, aidés bien sûr en cela par leurs têtes de Turc scientifiques. Mais elle est tout aussi naïve actuellement pour les sciences humaines qu'il y a un siècle pour les sciences en général.

Non seulement la sociologie est bien loin de tout expliquer naturellement dans l'état actuel de nos connaissances, mais, le peu que nous savons déjà nous permet, dès maintenant, d'affirmer, en toute certitude, que tout progrès, tout passage à un niveau d'explication plus élaboré au lieu de nous enfermer dans un réseau de déterminisme rigide tend, au contraire, à nous faire prendre conscience d'une nouvelle série de problèmes que nous étions, jusqu'alors, incapables de concevoir.

Mais que faites-vous, m'objectera-t-on, des décisions que la machine pourrait dicter ? La machine ne pourra jamais dicter de décisions, elle permet seulement de résoudre des problèmes. Et elle n'y parvient qu'en obligeant ceux qui décident à exprimer clairement leurs préférences et à les hiérarchiser, ce qui pose d'autres problèmes et implique d'autres décisions. Cette clarification est éprouvante et nous aurons beaucoup de mal à l'accepter, non pas parce qu'elle supprime la liberté et la responsabilité, mais bien au contraire parce qu'elle nous en donne trop. La vraie liberté, il y a longtemps qu'on l'a dit, c'est la reconnaissance des limites de notre action et des contraintes à l'intérieur desquelles nous agissons. C'est ce que la machine nous apporte.

Il y a un risque, il est vrai, mais il n'est pas du

tout dans le sens que l'on croit. Il tient au manque de développement des sciences humaines. Si en effet on laisse de côté dans les décisions l'élément humain sous prétexte que cet élément ne peut être traité par la machine, si on le remplace par des constantes ou des tolérances, alors effectivement on risque d'avoir des décisions inadéquates et on sera tenté pour les faire réussir de plier, d'adapter l'élément humain à l'idée a priori qu'on avait de lui. La méthode n'est pas nouvelle, beaucoup d'oppressions du passé ont été fondées sur elle. Ce n'est pas toutefois en combattant le développement des sciences humaines qu'on réussira à éliminer une telle tentation, mais tout au contraire en démontrant, grâce à leurs résultats, que les décisions que l'on prend reposent sur des bases scientifiquement inadéquates puisqu'elles ne tiennent pas compte des possibles variations et réactions de l'élément humain et de sa capacité à innover.

Le réflexe de défense contre les sciences humaines est, il est vrai, plus profond encore. C'est du moins l'impression que je retire de mes expériences d'enquête. Tout le monde est au fond très passionné à l'idée de savoir comment et combien les autres sont déterminés, mais a très peur d'être obligé de reconnaître à quel point il est lui-même déterminé. La sociologie lui apprend que l'autre est en fait beaucoup moins déterminé qu'il ne le croyait mais que lui-même, en revanche, n'est pas aussi libre qu'il le prétendait.

Cet apprentissage, pour pénible qu'il soit, apparaît toujours fructueux. J'ai mené personnellement plusieurs expériences de communications de résultats dans des entreprises et dans des administrations. Les individus concernés ont tôt fait de tirer parti de ce qui leur est offert comme d'une source de liberté. Leur dire où et comment ils sont déterminés aboutit toujours à les faire réfléchir sur les zones de liberté qui sont les leurs et à développer finalement leurs possibilités d'affirmation et d'indépendance.

Même au niveau le plus large et le plus incertain, celui de la discussion au niveau de la société dans son ensemble, les découvertes bien limitées de la sociologie tendent essentiellement à remplacer les déterminismes rigides sur lesquels on avait tendance à se reposer par des déterminismes plus souples délimitant, mettant en évidence même les zones de liberté qui restent aux acteurs et précisant leur responsabilité.

LA SOCIOLOGIE TENDRAIT A SUBSTITUER AU VRAI DIALOGUE, A LA VRAIE COMMUNICATION, UN FAUX DIALOGUE ET UNE FAUSSE COMMUNICATION

La masse des intellectuels français et, parmi eux, beaucoup d'esprits particulièrement distingués, manifestent une grande répugnance à l'égard de toutes les techniques dérivées des sciences humaines qui peuvent contribuer à améliorer les communications entre les hommes. Englobant dans le même mépris à la fois les techniques, les recherches qui leur ont donné naissance et le monde nouveau — à l'américaine — qu'elles nous annoncent, croient-ils, ils s'insurgent contre le faux dialogue et la fausse communication qui tendraient à cor-

LETTRE D'UN SOCIOLOGUE

rompre les réussites d'une civilisation à la mesure de l'homme.

Jean Onimus a exprimé avec beaucoup de nuances et de discrétion cette attitude dans le dernier numéro de « France-Forum ».

Je ne suis pas insensible à quelques-uns de ses arguments. Il est vrai que certains praticiens de la *dynamique des groupes* ont d'extravagantes prétentions et qu'en cherchant à faire communiquer tout le monde avec tout le monde, à tout moment et sans tenir compte de la complexité des structures et des rapports humains, ils aboutissent en fait à instaurer une fausse communication, aussi écœurante que la fausse unanimité des démocraties populaires.

C'est vrai. Mais ces déviations ne condamnent pas plus les recherches sur le fonctionnement des groupes que les divagations d'Adler ne portent témoignage contre l'œuvre de Freud.

Les arguments de Jean Onimus portent à la fois sur la réalité américaine, image de ce qui nous attend si nous acceptons la vogue nouvelle des groupes et sur l'expérience concrète de certaines pratiques de groupes.

Passons rapidement sur l'usage de l'épouvantail américain. Le groupisme, le grégarisme américain ne sont pas chose nouvelle; depuis Tocqueville on s'en indigne ou on s'en amuse selon les tempéraments. Le développement des Sciences humaines n'y est pour rien. Tout au plus pourrait-on dire que l'atmosphère américaine était propice au développement des sciences humaines; encore faudrait-il immédiatement ajouter que ce développement, en dérangeant la belle simplicité de l'idéal grégaire, tend invinciblement à remettre en valeur le mot individuel. La psycho-sociologie d'avant-garde aux Etats-Unis est plus proche de Proust et de Nathalie Sarraute que des vieilles lunes de Moreno. En outre et surtout toute condamnation du vide grégaire de l'étudiant moyen américain devrait, pour être équitable, s'accompagner d'une condamnation de la fausse individualité de l'étudiant français moyen. Dans quelle société les individus sont-ils les plus riches? Ne nous hâtons pas de conclure.

Regardons d'un peu plus près la leçon des expériences concrètes. M. Jean Onimus décrit la technique du psychodrame comme un moyen de vider l'individu de sa substance supposée mauvaise. Cette technique est partielle et critiquable, mais elle ne s'est jamais proposée un tel but et elle serait bien incapable d'y parvenir. L'esprit de l'homme n'est pas un sac que l'on pourrait vider de son fiel. Ce qui est en jeu c'est la reconnaissance du moi dans l'autre, de l'autre dans le moi, la reconnaissance par l'expression, le jeu, le dédoublement et, à travers la reconnaissance, l'apprentissage d'une connaissance de soi. Bien ou mal poursuivis (souvent plus mal que bien, mais là n'est pas la question), l'objectif, la méthode n'ont rien de condamnable, rien d'antiscocratique.

Allons plus loin. D'autres techniques plus récentes, plus élaborées que celle citée par Jean Onimus sont en apparences plus sujettes à ses critiques puisqu'elles sont fondées sur l'analyse du groupe et non de l'individu. Mais cette attention donnée au groupe signifie-t-elle forcément dialogue « centrifugé » éloignant l'individu de lui-même, l'aliénant dans une société de gens gouverna-

bles? Je ne le crois pas le moins du monde. Ce ne sont pas les sociologues qui créent des groupes. Ce n'est même pas le monde moderne. La société est faite de groupes et ces groupes ont toujours été oppressifs. Tout ce que je peux tirer d'une analyse de l'évolution historique, c'est l'impression que les groupes modernes sont, contrairement aux stéréotypes courants, beaucoup moins oppressifs que les groupes anciens. Athènes était une petite ville et ses citoyens y étaient soumis à l'atmosphère de petite ville. Il ne devait pas être si facile de s'y soustraire. Plus ouverte que les autres cités grâce à sa réussite commerciale et à la multiplication des échanges que cette réussite amenait (si je me laissais aller, je dirais grâce à son américanisme) elle suscitait la naissance de ce dialogue socratique auquel M. Jean Onimus à juste titre accorde tant d'importance. Mais le dialogue qui fonde l'individu en lui n'est possible que si l'individu peut échapper à la pression des groupes dont il fait partie. Ce n'est pas en ignorant cette réalité qu'il y parviendra, c'est en la connaissant pour la dominer.

Il n'y a aucune opposition entre dialogue socratique et connaissance de l'individu dans le groupe et par le groupe. Si une telle connaissance aboutit comme il est naturel à une distance, à un recul, à une libération, le dialogue socratique ne sera plus supprimé mais poussé à un niveau plus profond, enrichi par cette liberté nouvellement acquise.

C'est une vue bien courte, me semble-t-il, de ne voir dans la fascination pour les rapports de groupe et le développement de techniques élaborées pour les comprendre et les dominer qu'une revanche du *demoss* poujadiste contre l'aristocratie de l'esprit. Le message de Socrate s'adresse à tous les hommes. Que la plupart d'entre eux soient trop englués dans la société « des gens gouvernables » pour en bénéficier vraiment n'est pas une situation dont il faille se féliciter. Que nous réussissions à mieux comprendre ce problème du gouvernement (que nous ne pouvons de toute façon éliminer) ne va pas supprimer l'aristocratie de l'esprit ou de la vertu, mais lui proposer d'autres fins en la délivrant d'ailleurs de son propre conformisme de groupe. Si les échanges possibles se multiplient, pourquoi l'individu s'affaiblirait-il? Toute l'histoire nous prouve le contraire. On n'échappe pas à la prison du groupe en se refermant en soi, mais en participant à d'autres groupes.

Il y a quelque chose de masochiste à vouloir trouver le salut d'une culture dans la restriction, le renforcement des barrières, la parcimonie de la non-participation; certes, je ne serais pas le dernier à le nier, beaucoup d'individus de génie se sont affirmés de cette façon. Mais c'était dans une société elle-même pleine d'échanges dont les génies solitaires savaient s'enrichir. De tels génies d'ailleurs n'ont jamais manqué sur les campus américains (le seul problème qu'ils posent là-bas comme ici, c'est celui de l'authenticité de leur révolte). Et cette authenticité dépend finalement, je me hasarderai à le soumettre, de leur degré d'ouverture à l'échange humain. Se placent-ils au-delà du groupe ou en deçà? Il n'y a pas de culture valable dans le mépris de l'homme moyen englué dans ses groupes et dans ses conformismes, seulement dans son dépassement. Le créateur qui n'est pas capable de surmonter le choc

PROBLEMES

de la dynamique d'un groupe n'est pas un véritable créateur.

LA SOCIOLOGIE NE DECOUVRE QUE DES EVIDENCES

Le sociologue, dit-on enfin, consacre d'immenses efforts (et beaucoup d'argent) pour démontrer finalement ce que tout le monde savait déjà.

L'argument est perfide mais ne manque pas de toucher quiconque a lu de près un de ces interminables rapports d'enquête qui sont souvent la seule conclusion de deux ou trois années de travaux sur le terrain de la part d'une équipe de sociologues.

Constatons tout de même qu'il est à l'opposé de tous les arguments précédents qui faisaient de la sociologie un épouvantail pour les humanistes. Si la sociologie ne découvre que des évidences, ce n'est pas une science bien menaçante.

Je crains que la vérité ne soit souvent plus près de ce second type d'arguments que du premier. Mais je voudrais faire remarquer qu'il n'est pas aussi inutile qu'il peut le paraître de réussir à démontrer une évidence. En fait, la plupart du temps, ce que l'on appelle vérité d'évidence, c'est une proposition communément admise, mais qui est contredite par deux ou trois autres propositions tout aussi communément admises.

Nous nous sommes amusés deux ou trois fois en cours d'enquête à faire parier des dirigeants d'entreprise sur celle des vérités d'évidence qui sortirait de nos travaux. Nous n'eûmes pas la cruauté de leur rappeler leurs prédictions au moment des résultats. Déterminer entre les quelques opinions possibles laquelle est juste ne paraît pas, à première vue, l'objectif d'une œuvre créatrice, mais on reconnaîtra que du point de vue de la connaissance, cela permet de faire des progrès.

J'ajoute que l'œuvre créatrice se passe à côté et au-delà. Elle consiste à élaborer les hypothèses qui s'avèreront fructueuses, à les tester, à interpréter les résultats et à lancer à partir d'une connaissance plus avancée les nouvelles idées originales qui stimuleront la pensée. Aventure modeste comme toute aventure véritablement scientifique, mais qui permet lentement de grignoter l'inconnu. C'est sur tel travail que le sociologue aimerait être jugé. Il n'a envie ni de faire peur, ni de séduire. Il sait qu'il ne peut apporter aucune réponse aux questions trop vastes auxquelles on voulait lui voir répondre tout en craignant qu'il réussisse à le faire. Mais il sait qu'il peut contribuer sérieusement au progrès des connaissances et plus précisément à la compréhension que l'homme peut avoir des conditions et des résultats de son action et que ses efforts auront finalement plus d'importance pour l'élaboration de la cité future que les plus séduisantes spéculations.

Michel CROZIER.

du Bonheur de Barbezieux à l'Ordre de Cordouan

par Philippe SÉNART

QUAND M. Jacques Chardonne nous dit qu'on était heureux à Barbezieux (1) on entend bien qu'on ne peut plus l'être. M. Pierre-Henri Simon, dans *Histoire d'un Bonheur* (2) ne se demande pas si l'on était heureux à Cordouan, mais si on peut l'être encore et, si on ne l'est pas, comment on peut le devenir. Entre Cordouan et Barbezieux, villes de Charente, il n'y a pas une grande distance. Il y en a une entre M. Jacques Chardonne et M. Pierre-Henri Simon.

Ils se tournent le dos : l'un regarde le passé, l'autre l'avenir. Ils sont fils du même pays, attentifs aux mêmes maturations du bonheur sur des côtes exposés au soleil, mais l'un se contente de le consommer, de le déguster, l'autre veut le produire. L'un ne savoure que des regrets, et il semble dire qu'il n'y aura plus jamais de bonnes récoltes, sachant bien qu'il a dans ses caves des réserves suffisantes pour attendre la fin du monde avec sérénité. L'autre, aux regrets, préfère les projets. Il est sur cette terre, assure-t-il, « pour faire du bonheur et de l'ordre ». Il ne pense pas égoïstement qu'à lui. Il doit remplir son devoir.

En écrivant *Histoire d'un bonheur*, M. Pierre-Henri Simon travaille pour « l'ordre de Cordouan ». Il faut que l'ordre de Cordouan dure plus longtemps que « le Bonheur de Barbezieux ».

Le héros du roman de M. P.-H. Simon est avocat, il touche

de très près par sa profession aux problèmes moraux que pose la vie de la Cité ; de plus il est avocat, il est donc amené à étudier et à essayer de résoudre les problèmes matériels que pose également l'administration d'une collectivité. Il ne peut pas être de ceux dont « l'esprit dit non à l'action ». Il adhère au monde, il est solidaire de la vie, il veut marcher avec son temps. Mais il ne décide pas facilement « entre son intelligence progressiste et son tempérament conservateur ». Homme qui reste un héritier et qui veut bien réformer des lois mais répugne à changer de principes, Noël Dussert cherche surtout dans la vie, comme le héros d'un autre roman de M. P.-H. Simon, Laurent Seudre, des « points de fixité ». Et ces points de fixité, ce sont les jalons d'un itinéraire, mais aussi des refuges où l'on peut se retirer du monde, des observatoires d'où on peut le contempler en essayant de le saisir ou en se contentant d'en jouir. Je ne suis pas sûr que Noël Dussert, qui laisse échapper qu'il n'est qu'un « dilettante », ne ressemble pas un peu à son vieil adversaire Simplicie. « Posséder le monde est dangereux, déclare celui-ci, c'est un risque pour l'âme. Le penser la laisse plus libre. » Noël Dussert n'est pas assez ambitieux pour vouloir « posséder le monde », car il a le sens de certaines limites — il est l'homme de sa circonscription, mais il « le penserait » volontiers, en le coulant dans le moule de ses phrases et de ses raisonnements. Comme Simplicie, il goûte « la mélodie des mots, la sûreté des rythmes ». Noël Dussert n'oublie pas qu'il est avocat : sa période imprime sa

cadence aux mouvements du monde, en ordonne tour à tour les oppositions et les accords.

On pourrait croire qu'il ne tire de cette symphonie dont il est le chef d'orchestre qu'une jouissance esthétique. Or, il vise à en tirer un bénéfice moral. Car cet homme ne veut produire une harmonie que pour construire un ordre où il aura sa place. Il semble que, dans son élan, un tempérament conservateur, un tempérament contemplatif doive le gêner. Le risque, pourtant, ce n'est pas pour Noël Dussert la contemplation, c'est l'action. Dans l'action où il cherche un contact avec la vie, il se fragmente, il se borne, il se cloisonne. Sa femme le comprend sans doute, quand elle lui écrit : « Faut-il te découper en tranches : le maire, l'avocat, le meneur d'hommes, l'amateur de femmes, le réaliste, l'idéaliste, le mystique, l'incroyant. » Noël Dussert, découpé en tranches, reste l'homme de ses limites — un chef-lieu d'arrondissement, un tribunal de première instance. Et ce n'est pas son intelligence progressiste qui peut se satisfaire de cet état de choses. Mais un état de choses n'est jamais un ordre véritable. Noël Dussert ne peut produire de l'ordre qu'« en s'harmonisant, selon la formule de Barrès, toujours plus haut et plus large », non pas en se limitant, mais en s'unifiant, en se fondant dans une communion supérieure où les valeurs que l'homme d'action tentait de définir en fonction de devoirs sociaux, contingents et, peut-être, illusoire, prennent leur place et leur sens dans une transcendence qui non seulement dépasse mais renverse l'humanisme.

Noël Dussert voulait « s'enfermer dans une cité, dans un métier, dans un amour ». Il ne désirait « se surpasser » qu'en « se restreignant ». Il se souciait plus de la santé morale de l'homme que de son salut spirituel. Il prônait un régime, dans le sens à la fois politique et médical du terme, qui modérerait, réfrènerait, organiserait les instincts élémentaires de l'individu en vue de faire servir leur force subjuguée mais intacte aux besoins immenses de la croissance et de l'évolution de l'espèce. Seulement, il s'agit bien d'évolution ! Noël Dussert voulait faire de l'ordre à Cordouan. C'est sur un autre versant des choses, vers la découverte d'un autre ordre, que l'entraîne M. P.-H. Simon.

Il y a un point où l'homme cesse de « s'harmoniser toujours plus haut et plus large ». Il y a un point où il semble

parvenu au faite de son ascension, mais où il retombe brutalement dans le chaos primordial d'où M. P.-H. Simon entendait tirer son ordre. Ce point culminant est un point de rupture. Noël Dussert avait toujours proclamé qu'il ne s'intéressait pas à l'humain « en-deçà de la conscience ». C'est bien pourtant, en-deçà de la conscience, que le véritable visage de l'Homme lui apparaît pour la première fois, quand, transporté dans un wagon plombé vers l'Allemagne, il est soudain prisonnier et risque d'être victime des monstres qu'il a combattus toute sa vie et que la peur a libérés. Noël Dussert est, dans cette circonstance imprévisible, le témoin de la défaite de l'homme, de l'écroulement de l'édifice qu'il s'était efforcé de bâtir sur un solide terrassement intellectuel et moral. Mais c'est dans cette défaite, dans cet effondrement, dans cet anéantissement que l'Homme écrasé est soudain relevé, glorifié, invité à participer à un Ordre qui n'est plus surgi lentement du Chaos mais qui est recélé dans le Chaos et qu'il doit découvrir non point en s'élevant à la cime de soi-même dans la lumière de l'intelligence, mais en s'enfonçant dans l'obscurité profonde de son mystère, mais en pénétrant et en traversant la croûte boueuse des choses jusqu'à ce que leur envers se révèle.

La dernière page d'*Histoire d'un Bonheur* où le long effort de M. P.-H. Simon pour préparer l'assomption volontaire et lucide de l'homme semble nié, marque ainsi non point tant l'achèvement d'une destinée que sa rupture et son renversement. L'ordre de Cordouan était aussi fragile, aussi illusoire que le bonheur de Barbezieux. Mais il y a un autre ordre : il n'est donné qu'au comble du désordre, dans la déroute de toutes les valeurs, lorsque les forces elles-mêmes s'abandonnent et que les tensions se relâchent, lorsqu'on en vient à s'écrier que la mort est moins difficile que la vie. Cet ordre est le contraire de l'ordre humain. Humaniste, M. P.-H. Simon nous oblige, peut-être malgré lui, à le reconnaître.

(1) Jacques Chardonne : *Le Bonheur de Barbezieux* (Stock, 1936). Les œuvres complètes de J. Chardonne ont été éditées chez Albin Michel.

(2) *Histoire d'un bonheur* (Ed. du Seuil) est le tome second d'une suite romanesque intitulée *Figures à Cordouan*.

Bien sûr « La 317^{ème} Section » n'est pas un chef-d'œuvre qui atteint à la perfection de l'art comme « La Règle du jeu » (1939), qu'il nous est enfin permis d'admirer après 26 ans d'avatars, dans sa version intégrale, et qui nous éblouit par son réalisme poétique, sa merveilleuse liberté de ton, son élégant mépris du conformisme, sa subtile désinvolture, même si l'on ne partage pas la complaisance que Jean Renoir manifeste, dans ce film, pour le libertinage, la licence, la versatilité sexuelle. Toute une partie du jeune cinéma français a été influencée par « La Règle du Jeu ».

« La 317^{ème} Section », dont l'inspiration ne doit rien à « La Règle du Jeu » est un film-témoignage qui a la forme simple et dépouillée d'une reportage objectif.

La sobriété de style, la rigueur de la mise en scène, le refus du spectaculaire et de la grandiloquence accroissent la puissance d'émotion d'une œuvre où le lyrisme demeure toujours contenu. Document précis, cruel, sincère, « La 317^{ème} Section » raconte la retraite d'une poignée de Français et de supplétifs laotiens traqués dans la jungle par les Viets, tandis que le camp retranché de Dien Bien Phu agonise. Dramatique et harassante course à travers plaines, vallées et forêts où l'ennemi invisible mais proche fait constamment sentir sa pression menaçante. Fraternité des hommes face à la mort sans cesse présente dans la moiteur tropicale et dissolvante de paysages envoûtants. Douceur d'un visage de femme qui incarne le charme fascinant

de l'Asie et qui apporte au blessé un peu de tendresse apaisante.

Pas un geste, pas un mot, pas une image qui ne donnent le sentiment de la vérité la plus totale, de l'exactitude la plus scrupuleuse.

« La 317^{ème} Section » ne propose pas de jugement sur la guerre et ne prend pas parti dans le débat militarisme - pacifisme. Pierre Schoendoerffer ressuscite l'aventure d'une guerre perdue, dans sa beauté et son atrocité, dans sa grandeur et son absurdité. Son œuvre sensible et lucide est une interrogation sur l'essentiel : la condition humaine, la vie, la mort, le courage, la peur.

« La 317^{ème} Section » se classe parmi les plus importants films de guerre du cinéma mondial et honore le cinéma français.

Henri BOURBON.

La Société française 1789 - 1960

PAR GEORGES DUPEUX

Le livre de Georges Dupeux, professeur à la Faculté des Lettres de Bordeaux, « La société française 1789-1960 » (1) est plus et mieux qu'un manuel universitaire. S'il refuse une trop grande technicité du vocabulaire et trace avec concision les lignes d'évolution générale des problèmes étudiés, il évite cependant le découpage et la fragmentation artificielle des événements et des courants.

La démarche est historique, mais avant d'entreprendre l'étude de la société française de la fin de l'Ancien Régime à nos jours, Georges Dupeux replace cette histoire dans le cadre de l'évolution démographique de la France. Il montre comment, de la fin du XIII^e au milieu du XX^e siècle, la population française, qui est passée de 27 à 47 millions, s'est trouvée en régression constante par rapport à l'évolution générale de l'Europe ; à l'intérieur du pays, l'évolution s'est faite dans le sens de l'exode rural et de la croissance des villes sur le plan géographique, du gonflement des secteurs secondaires et tertiaires au détriment du secteur primaire sur le plan professionnel, transformations liées aux progrès de l'économie.

Dans ce cadre, Georges Dupeux étudie les différents groupes sociaux, leurs rapports et les changements qui surviennent dans ces rapports. De la société de l'Ancien Régime, dont la structure en trois ordres (noblesse, clergé, Tiers-Etat) est fondée sur le privilège, on s'achemine vers la société industrielle dont l'élément moteur est la bourgeoisie, bénéficiaire de la Révolution avec la paysannerie. Mais la Révolution industrielle crée les conditions de formation d'un prolétariat ouvrier qui occupe une place grandissante dans la société, à mesure que l'on s'approche du XX^e siècle. Parallèlement, une place importante est conquise par les « couches nouvelles » (« capacités », petits chefs d'entreprise, nouveaux paysans), plus détachées de la religion, plus « positivistes » en quelque sorte et fermes soutiens du radicalisme ; dans le même temps, la grande bourgeoisie voit son influence décroître considérablement. A la fin du XIX^e siècle, le mouvement ouvrier se structure et le congrès qui se tient à Limoges en 1895 donne naissance à la C.G.T. où triomphe l'anarcho-syndicalisme. En fournissant force chiffres, cartes et tableaux bien dégagés du texte, Georges Dupeux insiste sur les

bouleversements dus à la première guerre mondiale, les conflits sociaux qui s'aggravent de 1930 à 1945 (les antagonismes éclateront en juin 1936), les transformations entraînées par la Libération. Ces changements ont été déterminants dans la formation de la société actuelle dont il trace les grandes lignes d'évolution : « révolution silencieuse » des paysans qui exigent une modification des structures agricoles, apparition d'une « nouvelle classe ouvrière » dans les secteurs industriels touchés par l'automatisation (les ouvriers y aspirent souvent à un nouveau statut qui ferait d'eux des « mensuels »), apparition également de « nouvelles classes moyennes » essentiellement constituées par le personnel d'encadrement et qui représentent 11,8 p. 100 de la population active en 1962.

Si l'artisanat, le petit commerce, les paysans des vieilles générations, les petites et moyennes entreprises essaient de résister aux bouleversements qu'apporte le progrès technique, les « couches nouvelles » sont les premières à s'intégrer à cette « société de consommation » que devient la société du XX^e siècle ; ce sont elles qui recherchent plus particulièrement le confort, le bien-être et la sécurité. Ce comportement fait parfois conclure à une dépolitisation dont les signes seraient l'affaiblissement de l'activité syndicale et le déclin de la participation politique.

Cependant une nouvelle forme d'engagement apparaît. Elle s'effectue au sein des groupements éducatifs, culturels, professionnels et familiaux qui, par delà leurs activités spécifiques, s'interrogent parfois sur le politique et sur l'action politique.

Georges Dupeux écrit : « Cette vitalité des groupements, l'importance croissante de leurs fonctions d'information, de préparation à l'engagement, leur rayonnement dans la société actuelle à laquelle ils fournissent souvent directives et orientations, laissent à penser que la politisation des jeunes générations se réalise dans des conditions nouvelles et sous des formes différentes que celles d'autrefois, mais qui ne sont peut-être pas moins efficaces ».

Ce sont les dernières phrases de ce livre, qui, s'il aide à la compréhension de la société française actuelle, indique également les lignes d'une évolution probable et peut constituer une base solide à toute théorie descriptive de 1985.

Janine MOSSUZ.

(1) Editions Armand Colin. Collection U.

Histoire politique et idéologique de la C.F.T.C. de 1940 à 1958

PAR GERARD ADAM

La transformation du sigle C.F.T.C. en celui de C.F.D.T. et l'abandon de la « référence chrétienne » dans l'article 1 des statuts ont été les résultats les plus spectaculaires d'une longue évolution du syndicalisme chrétien amorcé dès la seconde guerre mondiale. Sous le titre d'« Histoire politique et idéologique de la C.F.T.C. de 1940 à 1958 » (1) c'est à l'étude de cette

mutation qu'est consacré l'ouvrage très dense et riche d'enseignements de Gérard Adam.

Si l'on fait exception du départ de la Fédération des Mineurs et de quelques syndicats d'employés lors

(1) Gérard Adam « Histoire politique et idéologique de la C.F.T.C. de 1940 à 1958 ». Editions Armand Colin.

du Congrès extraordinaire de novembre 1965 — mais s'agit-il d'une véritable scission et est-elle définitive ? — le trait le plus caractéristique de l'histoire de la C.F.T.C. c'est une transformation de nature progressive où le poids des personnalités et le hasard des circonstances historiques pesèrent tout autant que l'élan des idéologies.

Paradoxalement les premiers syndicats chrétiens qui se fondèrent vers 1890 en rivalité des organismes professionnels mixtes préconisés par les « catholiques sociaux » de la fin du dix-neuvième siècle tels qu'Albert de Mun et La Tour du Pin furent dus à l'initiative d'un frère des écoles chrétiennes... Malgré un essor rapide — en 1920 la C.F.T.C. fondée un an plus tôt comptait 578 syndicats et 150.000 cotisants — le syndicalisme chrétien contenait en lui-même les limites de son essor, car pour adhérer il fallait être « notoirement catholique » et présenté par deux membres du syndicat.

Deux événements majeurs amorcèrent cependant l'évolution :

— La guerre, tout d'abord. La participation active des syndicalistes chrétiens à la Résistance et leur fidélité au syndicalisme libre empêchèrent, pour une part, que le catholicisme apparaisse confondu avec le régime autoritaire issu de la défaite.

— En second lieu, il faut noter l'influence grandissante des jeunes travailleurs issus de l'Action Catholique et, surtout, de la J.O.C. fondée en 1927. Ces premières générations de la J.O.C. qui connurent le Front Populaire et qui vinrent en masse au syndicalisme chrétien ne s'y coulèrent pas comme dans un moule définitif.

Ainsi de la Libération jusqu'à l'élection d'Eugène Descamps au secrétariat général en 1961, deux tendances s'affrontèrent tant sur le problème de la structure syndicale que sur celui des rapports avec les partis politiques et surtout sur « l'orientation syndicale », c'est-à-dire la référence statutaire à l'enseignement social de l'Église catholique. Plusieurs dates marquent autant d'étapes dans cet affrontement : la minorité naissante groupée autour du S.G.E.N., de la Fédération des Industries chimiques, de la métallurgie et des Services Concédés (E.D.F.-G.D.F.) remporte deux succès en 1946-1947 : elle obtient l'interdiction du cumul entre mandats politiques et mandats syndicaux — le M.R.P. était essentiellement visé — tandis que dans l'article 1 des Statuts le terme de morale sociale chrétienne remplace celui de doctrine qui semblait impliquer des solutions concrètes à l'organisation économique et sociale plus qu'une simple inspiration morale. A partir de 1948, à mesure que retombe l'enthousiasme de la Libération, les heurts se font plus durs, les positions se raidissent et en octobre 1952 les minoritaires démissionnèrent pour un temps du Bureau Confédéral. Malgré un nouveau heurt lors des grèves de l'été 1953, le jeu d'une tendance centriste animée par M. Bouladoux permit d'éviter la cassure du mouvement en reprenant le dialogue et en laissant accéder progressivement aux postes de responsabilité les leaders de la minorité...

Au-delà de sa propre histoire, la C.F.T.C. porte témoignage de la transformation du milieu catholique et, pour une part, de la tradition démocrate-chrétienne. Ainsi à la Libération une union spontanée s'établit entre C.F.T.C. et M.R.P., tenant tout autant à la fraternité des réseaux de Résistance qu'à une communauté de formation sociale et civique, liées à une éducation religieuse : formation donnée depuis le début du siècle par les mouvements de jeunesse catholique. Seuls quelques groupes très restreints d'intellectuels et de militants ouvriers demeurèrent en marge de ce milieu « démocrate chrétien » coïncidant alors avec le M.R.P. Gérard Adam dans son livre dénombre ainsi plus d'une cinquantaine de députés M.R.P. élus aux Assemblées Constituentes et ayant milité auparavant à la C.F.T.C.

La thèse soutenue en filigrane par l'auteur pour expliquer l'évolution du syndicalisme chrétien est celle d'une dissociation croissante, voire d'un éclatement, du milieu chrétien démocrate au sens d'un milieu sociologiquement définissable. Les uns tels Gaston Tessier très marqués par l'isolement des catholiques dans la république au moment de la Séparation, voulurent maintenir l'unité et donc des liens entre le syndicalisme et d'une part un enseignement doctrinal, celui de l'Église catholique, et d'autre part une tradition politique, la démocratie chrétienne. D'autres, au contraire, estimèrent que les chrétiens ne constituent pas une catégorie politique. Ainsi, par exemple, en établissant l'incompatibilité entre fonctions syndicales et fonctions politiques, les initiateurs de cette mesure d'indépendance syndicale visaient à établir la C.F.T.C. dans la ligne traditionnelle du syndicalisme français, à la « déconfessionnaliser », à l'insérer dans le mouvement syndical libre qui est en Europe de formation socialiste. S'inspirant du travail idéologique du Labour Party pour définir un « socialisme démocratique », les mêmes visaient, estime Gérard Adam, à ne plus se reconnaître liés à l'idéologie spécifique des partis de la démocratie chrétienne.

Sans procéder ici à l'analyse critique de l'explication proposée par Gérard Adam, il convient simplement d'indiquer qu'elle permet d'éliminer certaines fausses images sur les attitudes des « syndicalistes chrétiens traditionnels ». La personnalité de G. Tessier est significative sur ce point : sa soumission à l'Église n'excluait pas une volonté farouche d'indépendance syndicale et même un certain « anticléricalisme » ; son attachement à la démocratie chrétienne était avant tout une fidélité à la République. Mais au-delà des personnes et de l'histoire c'est un tout autre problème qui est esquissé, celui des rapports entre conscience politique et conscience religieuse. En définitive, le problème n'est plus de chercher l'origine des antagonismes dans des diverses idéologies syndicales ou politiques, mais à partir d'autres critères dépassant singulièrement le syndicalisme, puisqu'il s'agit de savoir par quel processus historique et sociologique on aboutit à des conceptions différentes des rapports entre le politique et le religieux.

Henri BOURBON.

Les Réformateurs

par Etienne BORNE

S I nous en croyons les propos assez glorieux qu'il a tenus récemment à l'Assemblée Nationale, le Premier Ministre entend réinventer Descartes et définitivement congédier, par la vertu de la réforme de l'enseignement une certaine scolastique qui serait la maladie sommeillante et routinière de notre Université. Le mot a dû faire grand effet sur les bancs de l'Assemblée, persuader les députés de la majorité qu'en adhérant à la réforme comme ils y étaient résolus avant de la connaître, ils faisaient œuvre sagement progressiste, tendaient leur voile au vent de l'histoire et travaillaient efficacement au renouveau d'une culture compromise par les mandarinats établis.

Ce thème du procès de la scolastique sent son universitaire, et un agrégé des lettres comme M. Pompidou, même s'il a pu passer ses concours sans avoir lu Etienne Gilson, est muni d'un bon bagage d'idées générales politiquement utilisables. Mais en même temps, par une ironie très consciente d'elle-même, le trait littérairement brillant, avait la saveur d'une polémique foutrée contre les universitaires eux-mêmes qu'on est invité à reconnaître dans ces « nouveaux scolastiques », conservateurs des formes et des formules ; et certes ils méritent ce pilori public, tant ils sont hérissés de réticences et d'objections contre les projets réformateurs de leur ministre (et ils ont même l'effronterie de le faire poliment savoir). Coup de griffe donc lestement envoyé que cette vive parole, mais qu'aucun ajustement moderniste de la culture ne saurait faire passer pour une ébauche d'arguments ou un commencement de preuve.

POUR montrer que notre enseignement était scolastiquement en retard sur le train du monde, le Premier Ministre s'est contenté d'un raccourci passablement précipité : « les lettres, a-t-il expliqué, y avaient la priorité sur les sciences, l'histoire sur la géographie, les langues anciennes sur les langues vivantes », et il aurait pu ajouter que cet enseignement comportait même une classe de philosophie, survivance d'autant plus intolérable qu'on y propose parfois comme valables un certain nombre de vérités dont l'origine remonte à des âges plus archaïques encore que les temps scolastiques. Nos réformateurs ont en effet mis bon ordre à tous ces scandales, et pour régler définitivement son compte à la scolastique ils ont supprimé la classe de philosophie, rejetant la philosophie elle-même tout entière du côté de ces « lettres » sur lesquelles « les sciences » et parmi celles-ci les sciences humaines et économiques, doivent désormais avoir la « priorité ». Ce qui implique, on l'accordera au Premier Ministre, une « révision déchirante » de notre idée traditionnelle de la culture. On s'étonnera seulement que sur un sujet qui le touche de si près, M. André Malraux dont on nous avait dit qu'il était ministre de la culture n'ait pas eu l'occasion de nous faire connaître son sentiment qui n'aurait pas manqué d'être pathétiquement convaincant, et on ne sait plus quelle secrète voix prêter à cet énigmatique silence. Et surtout puisqu'il s'agit de faire « épouser son temps » à notre Université et de rompre avec la priorité abusive de la culture générale sur les spécialisations à l'exemple des nations véritablement avancées

comme l'U.R.S.S. ou les U.S.A., on se sent très désorienté d'ignorer comment le général de Gaulle concilie la haute idée qu'il se fait de l'originalité française et de l'indépendance nationale avec une réforme dont le but ou le résultat pourraient bien être une américanisation de notre enseignement, et donc de notre culture.

En attendant d'être davantage éclairé sur le fond des choses, on remarquera seulement que l'idée de « priorité » a quelque chose de sommaire et de barbarement schématique. Une grande discipline formatrice de l'intelligence, qu'elle soit philosophique, scientifique ou littéraire ne saurait avoir la « priorité » sur une autre.

PENSER l'évolution de la culture en termes de terrain conquis par les uns et perdu par les autres, c'est comme diraient Pascal ou Péguy, parler temporellement des choses spirituelles. Un enseignement secondaire digne de ce nom devrait être caractérisé par la convergence et non par la concurrence des disciplines. A en croire le premier ministre, la nécessaire démocratisation de l'enseignement appellerait inévitablement le déclin d'un humanisme classique (et tel M. Debré, M. Pompidou sacrifie sa conviction intime à la raison d'Etat) et l'avènement d'un humanisme moderne. Comme s'il y avait deux humanismes et comme si les sciences ne tenaient leur puissante valeur de culture du fait qu'elles continuent et étendent de grand mouvement humaniste commencé à l'aurore de la Grèce (et que n'en déplaise au premier ministre la scolastique médiévale n'a nullement interrompu). Mais ces fanfaronnades de modernisme font bel effet à l'affiche. Elles constituent pour les entreprises gouvernementales une utile couverture à gauche et ainsi elles intimident l'opposition. On rêve à la manière dont un Jaurès ou un Sangnier, qui savaient au moins autant que nos réformateurs ce que sont les exigences démocratiques, auraient dégonflé la baudruche. Car ce que réclame la démocratisation de l'enseignement c'est l'accès du plus grand nombre à la véritable culture et non seulement à des spécialisations utilitaires, nécessaires et insuffisantes pour la formation du citoyen et de l'homme.

LA se situe le débat, éludé par le gouvernement sur la réforme de l'enseignement et particulièrement sur la philosophie de cette réforme, dont l'esprit est assez caractérisé par la nouvelle « priorité » claironnée par M. Pompidou de la géographie sur l'histoire, comme si une réflexion proprement historique n'était pas indispensable à l'intelligence de cette information objective apportée par la géographie et les sciences économiques.

Tout se passe comme si le gouvernement s'appliquait à créer les conditions d'une culture purement objective, dévitalisée, particulièrement favorables à la survie et à la perpétuation de notre système politique. L'histoire apprend et la philosophie explique que les divers régimes bonapartistes manquent de tendresse pour la philosophie et pour l'histoire. Et c'est souvent ce qu'il faut comprendre quand ils partent en guerre contre « l'idéologie » ou la « scolastique ».